

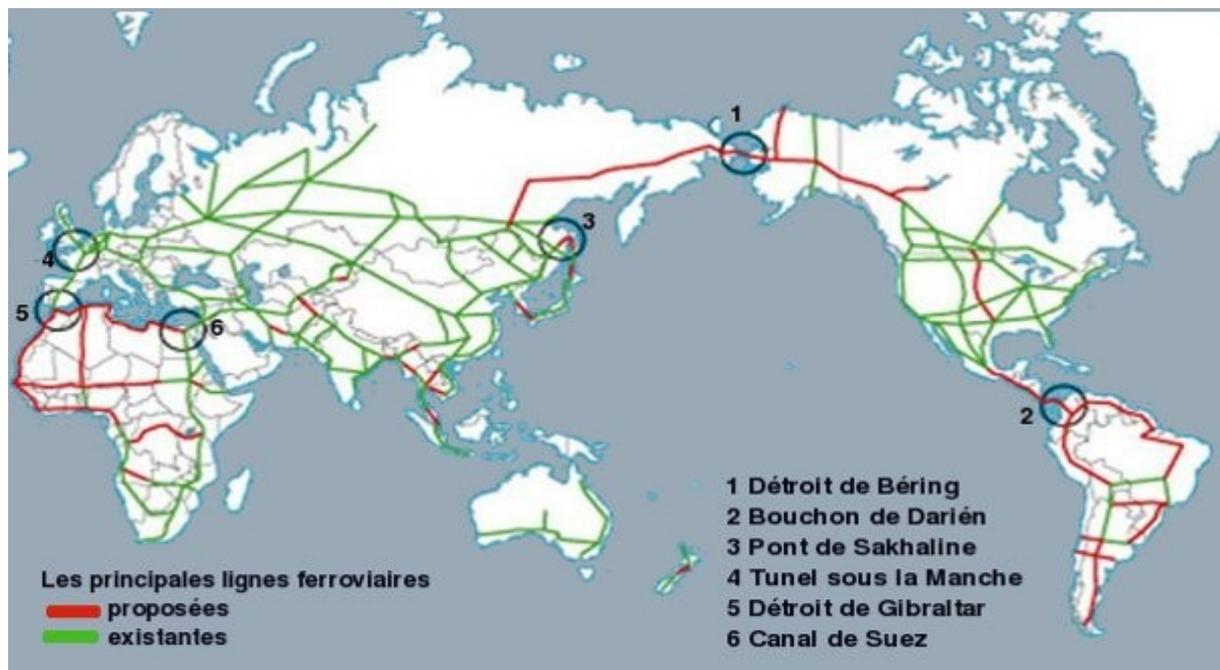
## Bulletin du Comité pour la République du Canada

La prestigieuse revue chinoise en langue anglaise *Beijing Review* a posté le 17 mars un clip [vidéo de trois minutes](#) sur le Pont terrestre eurasiatique, tiré d'une longue interview réalisée avec [Helga Zepp-LaRouche](#) à Beijing le 20 février dernier.

Face au danger de guerre et à l'effondrement financier, Mme LaRouche précisait sa pensée « nous devons changer très rapidement le paradigme actuel et abandonner l'idée de pouvoir résoudre les problèmes par la guerre. (...) Nous devons cesser de penser en des termes géopolitiques et nous concentrer sur les objectifs communs de l'humanité. »



## Le Pont terrestre eurasiatique, le nouveau nom de la paix



## Introduction

L'Eurasie

Première partie :

### **Mettre fin aux provocations de l'OTAN-UE**

Le bouclier antimissiles de l'OTAN :  
une tentative d'encerclement de la Russie

Occident-Russie,  
les partisans et opposants de l'affrontement

Deuxième partie :

### **L'enjeu économique**

Une nouvelle ère pour l'humanité  
entretien d'Helga Zepp-LaRouche avec China Radio International

L'Union économique eurasiatique n'aspire pas à devenir  
un Empire comme l'UE

Avec l'Union eurasiatique,  
Poutine lance une nouvelle dynamique

Face à la guerre et au sous-développement :  
le programme chinois de chemins de fer à grande vitesse

La nouvelle route de la Soie et un tunnel sous le détroit de Béring :  
l'intention Westphalienne de la Chine

Vidéos :  
Eurasie-Amérique par le Tunnel du détroit de Béring  
La nouvelle Route de la soie ou la guerre

Troisième partie :

### **Eurasie : une perspective historique**

Une nouvelle ère pour l'humanité :  
entretien d'Helga Zepp-LaRouche avec China Radio International

Eurasie, Lincoln et Carey

La carte politique du monde change, Mendeleïev aurait été d'accord

# Introduction

## L'Eurasie

Notre conception de l'Eurasie, que nous défendons dans ce document, est celle d'un espace de développement comprenant l'Europe et l'Asie, de l'Atlantique à la Mer de Chine. Il s'agit d'un projet de paix par le développement économique mutuel, s'opposant totalement aux ambitions prédatrices et militaires de l'Empire britannique « offshore » mais ne ralliant pas pour autant les thèses géopolitiques des héritiers russes de Halford John Mackinder, Nicholas Spykman et plus précisément de Nicolas Troubetskoï, Piotr Savitsky, Nicolas Alexeiev et Roman Jakobson. Notre concept de pont terrestre eurasiatique n'a ainsi rien de commun avec le « néo-eurasisme » d'Alexandre Douguine et de ses amis français d'Eurasia.

Douguine, avec l'historien et géographe Lev Gumiliev, reprend la vieille idée de Mackinder qui oppose thalassocratie et tellurocratie. Cependant, alors que Mackinder voyait dans le contrôle ou la déstabilisation de la région eurasiatique par les intérêts anglo-américains une carte maîtresse de l'Empire britannique, Douguine reprend la même analyse mais en opérant un renversement total : pour lui, comme pour un Troubetskoï, l'Eurasie est « là où le soleil se lève », un grand bloc continental eurasiatique qui doit être par nature opposé à la puissance maritime « atlantiste » représentant le mal mondial. À une analyse géopolitique s'en oppose ainsi une autre, conduisant nécessairement à un affrontement sans perspective de bien commun.

Nous sommes au contraire convaincus que l'Eurasie n'est pas un espace intérieur qui serait en soi décisif, mais doit constituer un ensemble économique et culturel de nations s'unissant dans un projet commun, représentant une étape vers un « pont terrestre mondial ». C'était, comme nous l'indiquons dans ce dossier, le grand dessein d'un Leibnitz et d'un Vernadski.

L'Empire britannique, de souche anglo-hollandaise, s'est en effet manifesté comme puissance maritime, mais l'essentiel n'est pas là. Il s'agit d'une puissance financière et marchande, établissant son pouvoir sous la forme d'un Empire mondial hors la loi, avec la piraterie économique et juridique des paradis fiscaux. Cet Empire est par sa nature même opposé à tout état-nation, à tout gouvernement « du peuple, par le peuple et pour le peuple ». Il entend occuper ou détruire la Russie, la Chine et l'Inde, mais également les nations européennes et les Etats-Unis. Le président Obama s'en est fait aujourd'hui l'expression, en servant les intérêts de *Wall Street* et de la *City*, et sa politique vise la Russie et la Chine mais détruit également, économiquement et socialement, son propre peuple. Par leur nature même, les serviteurs de l'oligarchie sont des prédateurs.

Cela n'a rien à voir avec un raisonnement géopolitique, qui repose sur le contrôle d'un espace, mais avec une conception prédatrice qui vise à faire de l'homme le serviteur d'une oligarchie, en le réduisant si possible à un état de servitude volontaire. Le combat n'est donc pas pour nous celui d'un bloc eurasiatique contre un bloc atlantiste, mais une guerre de libération et de civilisation contre l'Empire oligarchique anglo-américain et ses alliés dans le monde, y compris les oligarques russes, ukrainiens et chinois, opérant depuis des paradis fiscaux qui sont les annexes de la *City* et de *Wall Street*.

Il se trouve que le monde « atlantiste » est aujourd'hui le plus corrompu, sous forme d'un capitalisme financier devenu universel et criminel comme ses banques-casino, et que la Russie, la Chine et l'Inde, malgré tous leurs errements, se trouvent encore dans un état de développement au moins partiel de leur économie physique. Cependant, le combat principal est partout et ne s'identifie pas à une région géographique du monde. Pour reprendre l'expression de Vladimir Vernadski, reprise par Lyndon LaRouche, c'est le combat pour la noosphère, c'est à dire pour le développement des capacités créatrices de l'homme, s'incarnant dans des productions à haute densité de flux d'énergie et de technologie qui transforment et élèvent son environnement, accroissant ainsi son potentiel de densité démographique.

### Le pont terrestre eurasiatique

Le Pont terrestre eurasiatique, tel que nous le défendons ici, est ainsi le retour à des économies physiques fondées sur l'essor du crédit productif public en faveur de grands projets, contre le monétarisme malthusien aujourd'hui dominant et dont la logique mène à la guerre. Nous nous opposons à toute volonté de puissance ou de domination, en ouvrant les pistes pour des projets représentant le dessein commun de l'humanité.

Notre « pont terrestre » sera composé de plusieurs branches et parcouru de corridors de développement visant à désenclaver les espaces terrestres et à les inclure dans un développement mutuellement avantageux. Ces corridors sont constitués de transports à grande vitesse, essaillant autour d'eux du développement. Les choses transportées seront des marchandises, des matières premières, des produits industriels et agricoles, de l'énergie mais surtout des hommes et des idées. Nous l'avons appelé, plus poétiquement, une « nouvelle route de la soie », appellation qui a été reprise par les dirigeants chinois, en particulier dans le récent discours du président Xi Jinping à l'UNESCO.

Un tel projet suppose d'abord à son fondement un travail humain créateur, un « travail inédit » qui ne soit pas fondé sur une codification de tâches et de fonctions, mais sur une méthode créatrice pour innover et résoudre des problèmes nouveaux. Les modes de production d'énergie devront être celles à densité de flux le plus élevé : non pas le gaz ou le pétrole de schiste, non pas les énergies vertes à basse intensité, mais le nucléaire de la quatrième génération et l'énergie de fusion thermonucléaire, qui sont autant de « paris » sur l'avenir, mais des paris sur la création humaine et non des paris financiers spéculatifs comme ceux de l'oligarchie aujourd'hui dominante.

Plus encore, le pont terrestre eurasiatique ne peut se limiter à l'Eurasie, et son élan doit s'étendre à tout l'espace méditerranéen et au continent africain, avec des projets d'équipement qui sont impossibles dans la logique financière malthusienne du système actuel, mais deviendront les piliers d'un développement mutuel. La remise en eau et l'aménagement du Lac Tchad ou celle de la Fabiguine, par exemple, redonneront un poumon à l'Afrique centrale. On peut arrêter les djihadistes au Mali, mais si l'on n'y crée pas les conditions physiques d'un développement mutuel, ils reviendront

fatalement sous une forme ou une autre.

Le Pont terrestre s'étendra en direction des Amériques par le tunnel sous le détroit de Béring comme l'envisageait déjà Dmitri Mendeleïev.

Enfin, le Pont terrestre devra être une plateforme de décollage vers l'espace. Une politique spatiale digne de ce nom doit en effet réunir les intérêts communs des différentes composantes de l'humanité, vue l'amplitude de la tâche. Pour quoi faire ? Pour explorer ce que nous ne connaissons pas encore, pour nous défendre contre la menace des astéroïdes et des comètes et, enfin nous pourvoir en énergie. Car comme les chinois le savent bien, la Lune, par exemple, est amplement pourvue en hélium 3 qui sera nécessaire aux réactions de fusion thermonucléaire les plus prometteuses, cette fusion dont l'apport deviendra indispensable aux travaux à grande échelle du pont terrestre eurasiatique. Ainsi ce pont ne sera pas limité à l'Eurasie en soi, mais deviendra un levier pour le développement de toute l'humanité.

### **La révolution du crédit public**

La question que se poseront les lecteurs et le plus grand nombre des experts économiques va être: mais avec quel argent ? C'est ici que le pont terrestre eurasiatique exige que l'on réponde sur ce qu'est la nature même d'une économie. Il ne s'agit pas de faire avec les ressources financières ou l'argent dont on dispose. Si on avait ainsi raisonné, jamais Brest n'aurait été reconstruite après la guerre et jamais l'Amérique ne serait devenue ce qu'elle est. Il s'agit de déterminer ce qui est nécessaire pour l'avenir, en finançant l'équipement de l'homme et de la nature par du crédit public, cet équipement devant engendrer les ressources – humaines, économiques, fiscales... - permettant de rembourser le crédit.

Ce fut la « logique » du plan Marshall et, plus généralement, de toutes les politiques de « reprise » après des événements destructeurs. Aujourd'hui, nous y sommes, comme le montrent les cas extrêmes de la Grèce, de l'Ukraine et du Portugal. Ce n'est pas en réduisant le pouvoir d'achat salarial, en améliorant la compétitivité à l'exportation et en réduisant les dépenses publiques qu'on pourra créer les bases d'un redémarrage. C'est au contraire pratiquer une saignée au patient affaibli en prétendant ainsi le guérir.

Le crédit, par delà la monnaie en soi, cela se crée. Bien évidemment, le projet n'engendrera son remboursement que s'il permet de produire un surplus physique. C'est pourquoi il est nécessaire d'investir dans l'accroissement de la productivité par être humain, par unité de surface et par quantité de matière apportée. Et c'est aussi pourquoi l'investissement dans les industries « vertes », qui engendrent, elles, moins de surplus physique, ne peut, elles, qu'aboutir à une catastrophe : les moyens de rembourser ne pourront ainsi être produits !

Le crédit public sera ainsi le fondement du développement mutuel, et les politiques destructrices pourront être arrêtées. À condition qu'auparavant il ait été décidé de ne pas rembourser les dettes illégitimes, c'est à dire ne correspondant pas à la création de richesse physique.

C'est pourquoi le crédit public devra être précédé d'un assainissement, sous forme d'une séparation bancaire stricte, impliquant la cessation de tout renflouement, externe au détriment des contribuables ou interne au détriment des actionnaires, des obligataires et des déposants, ce qui équivaldra à une faillite ordonnée du système de la *City* et de *Wall Street*. Notre concept d'Eurasie implique cela pour pouvoir être mis en œuvre.

Car la seule dette réellement valable est celle que nous avons contractée envers les générations passées, en raison de ce qu'elles ont créé, et que nous devons acquitter envers les générations futures. La construction de notre métaphorique pont terrestre est en réalité la forme physique de notre « paiement » en retour.

### **Les conséquences de ne pas construire un pont terrestre eurasiatique**

Si nous ne faisons pas ce que nous venons d'ébaucher, si nous n'appliquons pas ce principe et ne menons pas le nécessaire combat contre l'oligarchie financière pour pouvoir l'appliquer, les conséquences seront terribles.

Car le contraire de la paix par le développement mutuel est la guerre. Or une guerre entre puissances comme les Etats-Unis, la Russie et la Chine est voulue par l'Empire britannique. Il ne peut en effet survivre dans les conditions actuelles de paix, car il n'apporte pas les ressources nécessaires aux générations futures. En ce sens, le sort de la Grèce, de l'Ukraine ou du Portugal n'est que le premier maillon de la chaîne. Les autres suivront si rien n'est fait pour changer fondamentalement d'orientation, car aujourd'hui l'économie mondiale forme un tout dans lequel une partie ne peut être protégée.

L'Empire britannique de la *City*, de *Wall Street* et de leurs paradis fiscaux est en voie d'effondrement. Ce qui est en cause c'est qu'il ne nous entraîne pas dans sa chute. Nous sommes tous concernés. Le pont terrestre eurasiatique, nécessairement financé par du crédit public dont l'émission devra être organisée entre participants, est à la dimension requise pour relever aujourd'hui ce défi.

En montrant notamment ce qui est en jeu en Ukraine, ce document souligne par opposition ce qui est nécessaire. Nous n'avons pas d'autre choix, si nous ne voulons pas tomber avec ceux qui détruisent et se détruisent, de mener ce combat. En étant convaincus que plus croît le péril, plus croît ce qui sauve, à condition de faire ce qu'il faut pour être sauvés.

Première partie:

## **Mettre fin aux provocations de l'OTAN-UE**

Le bouclier antimissiles de l'OTAN :  
une tentative d'encerclement de la Russie

Occident-Russie,  
les partisans et opposants de l'affrontement

# Le bouclier antimissiles de l'OTAN : une tentative d'encerclement de la Russie

5 novembre 2013--(Solidarité&Progrès)--Signe de l'exaspération grandissante de la Russie par rapport aux provocations des Etats-Unis, de l'UE et de l'OTAN, le président Vladimir Poutine a invalidé, début novembre 2013, un décret présidentiel de 2011 établissant un groupe interdépartemental de travail au sein de l'administration présidentielle russe pour gérer les négociations avec l'OTAN sur la défense antimissile.

La déclaration laconique du Kremlin ne donne aucune explication pour le geste de Poutine, mais le quotidien *The Voice of Russia* a publié le 3 novembre 2013 sur son site un long article à ce sujet.

L'auteur de l'article, John Robles, attribue la décision de Poutine à une longue série de frustrations accumulées sur plusieurs dossiers, où le manque de coopération et de respect de l'OTAN a été flagrant. Robles écrit : « *La sagesse du président ne peut être remise en question après (...) des douzaines de tentatives manquées pour développer un partenariat avec l'alliance (Atlantique). Ces "ratées" ont touché plusieurs domaines et ont été aggravées par les actions de l'OTAN elle-même (...) mais comme le proverbial ours russe, le président Poutine a été lent à réagir, mais une fois qu'une action a été décidée il est résolu.* »

- La liste des griefs avancés par Robles peut être résumée comme suit :
- En dépit de la rhétorique affirmant le contraire, l'OTAN n'a pas l'intention de traiter la Russie comme partenaire à part entière ;
- Le bouclier antimissile est un cheval de Troie pour une capacité de première frappe contre la Russie ;
- L'OTAN s'étend irrémédiablement vers l'est, forçant les pays cible à dépenser toujours plus d'argent pour leur propre défense ;
- Les États-Unis et l'OTAN poursuivent leur tentative d'imposer leurs intérêts par la force et de militariser des pays et des régions auparavant neutres et pacifiques, notamment en Scandinavie et dans l'Arctique ;
- Deux événements récents – l'un le refus du président Poutine de se laisser influencer par la menace d'actes terroristes de la part du prince saoudien Bandar, appuyé solidement par les Etats-Unis et l'autre, la prévention d'une autre guerre d'agression contre la Syrie souveraine par les Etats-Unis et l'OTAN – ont tout deux montré à quel point le président Poutine est attaché à la paix mondiale, contrairement à un Barack Obama qui, en dépit de son prix Nobel, multiplie les provocations ainsi que les exécutions par drone qu'il autorise personnellement.



Robles souligne que plusieurs avertissements ont été lancés aux Etats-Unis et à l'OTAN au sujet « *de leur bouclier qui peut être rapidement et discrètement transformé en une architecture de première frappe meurtrière* ». « *Alors, pourquoi la Russie devrait-elle continuer à tenter de coopérer avec un plan qui vise à l'encercler avec des missiles de l'OTAN ? La réponse à cette question peut être machiavélique, ou bien peut-être aussi simple que le fait que la Russie cherchait à coopérer avec l'Occident jusqu'à la toute fin, dans un élan pacifique.* »

Par cette décision présidentielle, « *Poutine a officiellement mis fin à l'ère où la Russie cherchait à apaiser et à coopérer avec son ancien adversaire qu'est l'OTAN et a tranquillement, oui, tranquillement, réaffirmé la souveraineté de la Russie et montré qu'elle se tiendra du côté de la paix, non pas seulement en paroles mais aussi par un geste serein et digne* ».

Suite à l'accord préliminaire du 23 novembre 2013 sur le nucléaire iranien, la Russie réitérera à nouveau sa demande pour un arrêt du bouclier antimissile. Comme le déclara peu après le ministre russe des Affaires étrangères Sergeï Lavrov devant la presse lors d'un voyage avec le président Poutine à Rome, la mise en application de l'accord transitoire P5+1 sur le programme nucléaire iranien rendra le bouclier antimissile que déploie l'OTAN en Europe obsolète. « *Si l'accord avec l'Iran se matérialise, il n'y aura aucune raison de construire un système de défense antimissile en Europe, actuellement décrit comme une nécessité* », a-t-il souligné.

En effet, les Etats-Unis et l'OTAN ont constamment nié que le bouclier en construction en Europe visait en réalité la Russie et la Chine et non pas l'Iran. Une fois qu'il est reconnu que l'Iran n'aura pas l'arme nucléaire, ce prétexte n'aura plus lieu d'être.

Barack Obama, cherchant à sauver son image après le désastre de sa réforme sur la santé, n'avait plus d'autre choix que d'arriver à un accord, même transitoire, avec l'Iran, afin de redorer son blason. La Maison Blanche a également reconnu que le régime des sanctions imposées à l'Iran pouvait échouer à tout moment, étant donné la volonté croissante de pays comme la Russie et la Chine de passer outre. Comme le président russe Vladimir Poutine l'a déclaré cependant, il est clair que même si cet accord est une percée significative, il « *n'est que le premier pas sur une voie longue et difficile* ».

Selon les informations recueillies par Jeffrey Steinberg de l'*Executive Intelligence Review* auprès d'un responsable américain impliqué dans les négociations, cet accord est une étape importante pour éviter une guerre dans le golfe Persique, une région qui pourrait rapidement exploser hors de tout contrôle. Steinberg rapporte que l'essentiel des éléments de l'accord avait été mis sur la table le 21 novembre et que les Iraniens n'ont donné leur aval qu'après avoir consulté les Russes et les Chinois. Ces derniers ont joué un rôle essentiel dans l'ensemble du processus.

La meilleure façon d'aboutir à un accord final est d'éliminer deux des principaux enjeux se dissimulant derrière la question nucléaire iranienne : abandonner le bouclier antimissile en Europe, ainsi que l'alliance avec le Royaume médiéval d'Arabie saoudite, en redonnant à l'Iran démocratique toute la place qui lui revient en Asie centrale et du Sud-Ouest.

S'il apparaît que l'administration américaine, sous l'influence de ses éléments les plus modérés, a adopté une politique d'apaisement vis-à-vis de l'Iran, en même temps le président Obama encourage la fourniture d'armes aux rebelles syriens par Ryad et Doha. Ce « *double jeu* » inquiète Ryad, qui s'appuie sur la complaisance d'un gouvernement français à la recherche de gros contrats.

## **Le Secrétaire général de l'OTAN s'en prend à la Russie**

Ce n'est malheureusement pas la voie qu'a choisi l'oligarchie transatlantique, comme le montre le comportement frénétique du Secrétaire général de l'OTAN Anders Fogh Rasmussen à la Conférence de Munich sur la sécurité de février 2014. Celui-ci a demandé à la Russie qu'elle mette fin à « *sa rhétorique belliqueuse* » concernant le déploiement du bouclier antimissile américain en Europe.

Le quotidien américain *Stars and Stripes* rapportait le lendemain :

*« Rasmussen a dit que la rhétorique de plus en plus belliqueuse venant de Russie entrave les chances d'une coopération plus étroite entre l'Alliance et son ennemi de la Guerre froide. (...) "Nous devons nous garder de nous menacer l'un l'autre", a dit le chef de l'OTAN Anders Fogh Rasmussen lors de la Conférence de Munich sur la Sécurité. Rasmussen s'en est pris à la Russie sur plusieurs questions, tel le développement récent de missiles balistiques dans l'ouest du pays. Rasmussen a également tancé la Russie pour avoir « abusivement » décrit les plans du système de défense de l'OTAN comme un système "offensif", alors que l'OTAN affirme que sa conception est défensive. La Russie s'est depuis longtemps plainte à propos des plans de défense antimissile, mis de l'avant par les États-Unis, qu'elle considère à tort comme une menace contre ses propres missiles. »*

Tandis que *Stars and Stripes* ne parle que de « *plans* » de la part de l'OTAN et Rasmussen de la « *rhétorique belliqueuse* » de la part des russe, le secrétaire américain à la Défense Chuck Hagel annonçait pourtant à cette même conférence que les Etats-Unis ont déjà déployé en Espagne le destroyer *USS Donald Cook* (DDG 75), dans le cadre du bouclier antimissile de l'OTAN en Europe. Le *USS Donald Cook* est équipé du système de missiles intégré Aegis, « *en réponse aux menaces posées par les missiles balistiques iraniens* », selon Hagel. Trois destroyers supplémentaires ainsi équipés seront déployés sur le continent européen au cours des deux prochaines années, a-t-il ajouté.

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergeï Lavrov a réitéré que son pays considère l'installation du bouclier antimissile de l'OTAN comme un acte d'hostilité à une époque où « *la confrontation militaire est inconcevable en Europe* », avant de rappeler que son intervention à cette conférence avait lieu 70 ans jour pour jour après la Bataille de Stalingrad, au cours de laquelle « *des centaines de milliers de mes compatriotes ont donné leur vie pour cette victoire sur les rives de la Volga, défendant non seulement la mère patrie mais combattant aussi pour arriver à la paix universelle, tout comme le faisaient nos alliés* ».

## La nécessité d'une initiative de défense terrestre

Rappelons que face au projet de bouclier de l'OTAN et des Etats-Unis, la Russie avait proposé dès 2010 le déploiement conjoint, avec les Etats-Unis, d'un bouclier de défense terrestre contre les astéroïdes et autres menaces cosmiques, pouvant en même temps assurer la protection contre les menaces éventuelles d'Etats prêts à déployer des missiles nucléaires.

Sergeï Ivanov, l'ancien ministre de la Défense russe et depuis décembre 2011 le directeur de l'administration du président de Russie, a renouvelé le 5 mars 2013 l'offre russe et appelé « toute la communauté mondiale » à « construire ensemble un système de protection contre les menaces de l'espace, puisque aucun pays n'est en mesure sur une base individuelle de réaliser un tel objectif » :

*« Aucun pays, ni même les Etats-Unis, ne peut résoudre ce problème tout seul. Cela ne peut être fait que de manière collective. Et même dans ce cas, il n'est pas sûr qu'il y ait une solution technologique, aujourd'hui. Si nous parlons de gros astéroïdes pouvant être détectés par les télescopes et autres systèmes de surveillance, il faudrait alors qu'il ait un diamètre d'au moins 30 mètres. Et même si un astéroïde pouvait être intercepté, il n'y a aucun système ou technologie pouvant l'affecter. Pour ce qui concerne les plus petits, – il est impossible de les détecter. Mais si nous mettons nos moyens en commun, c'est un projet qui prendra des décennies. Et il coûtera probablement des milliards de dollars.*

*« Un engin spatial en orbite doit non seulement regarder vers la Terre pour envoyer un signal d'alerte, mais également autour de lui pour détecter les dangers. Peut-être des super-ordinateurs seront-ils capables de le faire, de calculer l'orbite de l'astéroïde à une vitesse sans-précédent, et pendant qu'il s'approche de la Terre, déterminer où il se dirige. Et comment le détruire. Ou au moins le détourner de sa trajectoire. »*

Notons que dans une interview à l'agence russe RIA Novosti, le directeur du programme de surveillance de l'environnement spatial (SSA) de l'Agence spatiale européenne, Nicolas Bobrinsky, a déclaré que [l'ESA était prête à étudier](#) les propositions russes pour la création conjointe d'un système de détection des astéroïdes pouvant constituer une menace pour la Terre. Dans ce contexte, il est intéressant de noter qu'après l'abandon par la NASA américaine de sa coopération avec le programme EXOMARS de l'ESA, cette dernière a conclu un partenariat avec l'organisation spatiale russe.

## Occident-Russie, les partisans et opposants de l'affrontement

Le 23 décembre 2011, l'économiste américain Lyndon LaRouche déclarait que l'attaque occidentale en Libye n'était que le début d'une tentative de l'oligarchie de Wall Street et de la City pour déclencher une guerre contre la Chine et la Russie :

*« Voici le véritable enjeu : le système économique mondial est en cours de désintégration ; on ne sait pas quelle forme cela peut prendre mais c'est en train d'arriver. Le but est d'éliminer deux nations : la Russie et la Chine. (...) Les Etats-Unis, les pays européens, la Russie, la Chine, etc. sont sur le point d'entrer dans cette guerre. L'arrière-plan de celle-ci est l'état de faillite du monde, et particulièrement de la région transatlantique : Europe, Etats-Unis, pays d'Amérique du Sud, etc. Cette guerre a commencé avec la guerre illégale d'Obama en Libye dont le but était de déclencher un conflit bien plus vaste qui, en s'étendant à la Syrie et à l'Iran, impliquerait la Russie, destinée à en devenir la cible principale. La Russie s'y prépare, elle est la première puissance nucléaire, et la Chine se trouve de ce côté. »*

LaRouche expliquait ensuite que les décisions que prendrait Obama seraient toutes conformes aux souhaits de ses sponsors de Wall Street et de la City et de la logique de guerre qu'ils promeuvent.

C'est pourquoi, si les guerres contre la Libye et la Syrie visaient – tout comme le projet de bouclier antimissile en Europe – à provoquer un climat de conflit avec la Russie, la décision du Président américain de nommer, au cours de l'été 2011, l'idéologue Michael Mc-Faul comme ambassadeur des Etats-Unis en Russie en est une confirmation éclatante.

Lors d'une entrevue en juin 2011 avec le site Slon.ru, McFaul a lui-même exposé sa mission en ces termes :

*« La plupart des observateurs de la Russie sont des diplomates, des spécialistes en matière de sécurité ou d'armement. Ou bien de la culture russe. Je ne suis rien de tout cela, je ne peux pas réciter Pouchkine par coeur. Je suis un spécialiste en démocratie, en mouvements anti-dictature, en révolutions. »*

Au moment des manifestations associées à la « révolution orange » en Ukraine en décembre 2004, McFaul avait candidement admis dans un éditorial publié par le Washington Post que « des agents d'influence américains préféreraient utiliser un langage différent pour décrire leurs activités – assistance à la démocratie, promotion de la démocratie, soutien à la société civile, etc. – mais leur travail, peu importe l'étiquette qu'on cherche à lui coller, vise à influencer le changement politique en Ukraine ». Il énumérait ensuite les sources de financement allouées à cette opération par le gouvernement américain, soit directement, soit à travers diverses ONG, ainsi que l'implication de l'Open Society Institute du requin financier George Soros. Écoutons McFaul :

*« Ce type d'intervention viole-t-il les codes internationaux ? Plus maintenant. Il fut une époque où la défense de la souveraineté des nations était une idée progressiste, puisque le développement du statut d'Etat souverain avait aidé à*

*détruire les empires. Aujourd'hui cependant, ceux qui défendent la souveraineté des Etats avant tout le font souvent pour préserver l'autocratie, tandis que ceux qui défendent la souveraineté des peuples sont les nouveaux progressistes. »*

L'arrivée de McFaul comme ambassadeur à Moscou confirmait que la Russie allait dorénavant se trouver dans le collimateur des faucons de guerre, ce dont bon nombre de Russes sont parfaitement conscients.

Si les sources de financement de ce type d'opération sont relativement bien connues, leurs bases doctrinales le sont beaucoup moins. Elles remontent le plus souvent à l'université d'Oxford, en Angleterre, comme le montrent, parmi bien d'autres, les cas de McFaul et de son acolyte Susan Rice, l'ambassadrice américaine à l'ONU. Tous deux sont des « Rhodes scholars », c'est-à-dire des récipiendaires d'un programme de bourses d'étude de haut niveau institué à Oxford par Cecil Rhodes (1853-1902), selon les volontés exprimées dans son testament, pour recruter et former (en visant particulièrement les Etats-Unis) une élite capable de défendre les intérêts de l'Empire britannique.

Avec la décolonisation qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale, il fut décidé de développer une forme de domination plus subtile, indirecte, s'appuyant sur les notions de « démocratie » et de « révolution populaire », soigneusement élaborées par la suite à Oxford même.

Tout cela a abouti à un projet nommé *Civil Resistance and Power Politics* (CR & PP), dirigé depuis 2006 par deux professeurs d'Oxford, Sir Adam Roberts et Timothy Garton Ash. Sir Roberts situe l'origine de l'internationalisme libéral, également nommé interventionnisme libéral ou impérialisme libéral, dans *opérations* de Lord Palmerston en Europe continentale au cours du XIXe siècle, exemple avant l'heure de l'intervention d'un Etat dans les affaires d'un autre Etat indépendant sous couvert de « valeurs » libérales.

Lors d'une conférence internationale en mars 2007 au St. Antony's College d'Oxford, organisée dans le cadre du CR & PP, Michael McFaul fut invité par Roberts comme orateur pour la session consacrée au « rôle d'acteurs extérieurs dans la résistance civile ». Rappelons que les études de McFaul à Oxford avaient été consacrées à l'Afrique, mais qu'il s'est converti par la suite en spécialiste de la Russie.

Le mentor de cette opération s'appelle Gene Sharp, un Américain lui aussi diplômé d'Oxford mais né une génération plus tôt. Sharp est l'auteur du manuel de référence en matière de « défiance civile », contenant 198 tactiques pour fabriquer une révolution, parmi lesquelles on trouve l'usage d'une couleur symbolique pour chacune d'entre elles.

Comme tous ses amis d'Oxford, Sharp s'est spécialisé dans la récupération de mouvements héroïques comme ceux de Mahatma Gandhi et de Martin Luther King, mais en transformant des métaphores puissantes, comme le refus par Gandhi de porter des vêtements non fabriqués en Inde, en simples tactiques de marketing, comme l'utilisation d'une couleur arbitraire.

Notons que les travaux de Sharp sur l'« action non-violente dans la lutte contre des régimes totalitaires » sont largement inspirés, selon ses propres collègues et plusieurs autres historiens, d'un article publié par Bertrand Russell dans la revue *Atlantic Monthly* en avril 1915, promouvant un scénario irréaliste de résistance passive dans le cas d'une invasion allemande de l'Angleterre. Russell défendait depuis longtemps déjà l'idée que l'Empire britannique pouvait se passer des inconvénients de l'industrie et de la science (incluant ses applications militaires) pour se défendre, et devait plutôt compter sur la division et la manipulation pour confondre les puissances montantes de l'époque. Ce grand « pacifiste » n'allait toutefois pas hésiter à demander en 1946 à ce qu'on lance une bombe nucléaire sur la Russie, pour la forcer à accepter la mise en place d'un gouvernement mondial comme seule autorité habilitée à posséder l'arme nucléaire.

Il ne fait plus aucun doute aujourd'hui, à la lumière des événements récents en Libye et en Syrie, que le CR & PP a été conçu dès le départ comme une forme nouvelle de guerre irrégulière, venant s'ajouter à la panoplie d'armes « innovantes » que sont les drones et les assassinats ciblés, et qu'elles sont massivement déployées par l'administration Obama et l'Empire britannique.

Le Premier ministre Vladimir Poutine avait noté, lors d'un débat le 8 décembre 2011, noté que les Etats-Unis investissaient des « centaines de millions de dollars » pour manipuler le processus électoral russe. « Nous devons développer des outils pour protéger notre souveraineté contre les interférences extérieures », avait-il dit.

D'autres organes et porte-paroles de l'oligarchie transatlantique ont fait preuve à maintes occasions de leur volonté d'en découdre avec la Russie, ainsi qu'avec la Chine.

*The Economist* de Londres, l'hebdomadaire réputé exprimer sans complexe le point de vue de cette oligarchie exhibait une fois de plus son impatience, dans sa livraison du 22-28 février 2014, d'en finir avec l'esprit d'indépendance de la Russie. L'éditorial, sans doute de la plume du responsable des affaires internationales Edward Lucas, un professionnel du « Poutine-bashing » depuis des années (notamment l'auteur d'un article de 2007 ((Voir : <http://www.economist.com/node/8808182>)) affirmant qu'Obama menacerait la Russie de guerre nucléaire en raison d'une crise en Ukraine au cours de la deuxième décennie de ce siècle...) affirmait :

*« La responsabilité immédiate de cette confusion revient à Viktor Ianoukovitch, le président-voyou de l'Ukraine. Mais l'architecte ultime siège au Kremlin : Vladimir Poutine. »*

Accompagnant l'éditorial, une photo de Poutine et Ianoukovitch se serrant la main, avec la légende : « Le maître de l'Ukraine, et Viktor Ianoukovitch. »

Le tout se concluait sur une incitation explicite à provoquer la Russie :

*« Il est temps que l'Occident tienne tête à ce gangstérisme. Affronter un pays qui a le pouvoir de nuisance d'un siège au Conseil de sécurité de l'ONU, qui dispose d'immenses réserves d'hydrocarbures et plein de missiles nucléaires est une*

*affaire difficile à traiter, mais cela doit être fait. Il faudra au moins mettre fin à la prétention diplomatique que la Russie est un État de droit qui respecte la démocratie. Elle devrait être expulsée du G8.* »

Quelques mois plus tôt, dans un autre éditorial, le même organe dressait un parallèle entre la Première Guerre mondiale et la situation géopolitique actuelle, selon lequel les Etats-Unis, en perte d'hégémonie à cause de la montée en puissance de la Chine (et par extension de la Russie), se retrouveraient aujourd'hui dans une situation similaire à celle qui prévalait entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne au début du XXe siècle.

*« Le parallèle est troublant. Les Etats-Unis, qui sont la Grande-Bretagne, la superpuissance en perte de vitesse, ne peuvent garantir la sécurité globale. Son principal partenaire commercial, la Chine, joue le rôle de l'Allemagne, une nouvelle puissance économique exacerbée par l'indignation nationaliste et construisant son armement rapidement. Le Japon moderne est la France, un allié de la puissance hégémonique en régression et une puissance régionale déclinante. Le parallèle n'est pas exact – la Chine n'a pas les ambitions territoriales du Kaiser (ce que semble regretter The Economist) et le budget de défense de l'Amérique est bien plus impressionnant que celui de la Grande-Bretagne impériale – mais il est suffisamment proche pour que le monde soit en alerte. »*

Si la revue tenait la Chine pour responsable du déclin américain, elle reprochait également à son pantin, le « terne et non ambitieux » Barack Obama (dont elle avait pourtant fait un éloge dithyrambique par le passé), de ne pas être assez agressif et de ne pas savoir remettre la Chine à sa place. Ce que n'avait toutefois pas hésité à faire Hillary Clinton le 6 juillet 2012, déclarant que la Russie et la Chine « paieront très cher » leur opposition au renversement du gouvernement d'el Assad en Syrie.

Un autre organe étroitement associé aux mêmes intérêts, le *Financial Times* de Londres, statuait clairement que la crise ukrainienne visait au final la Russie. Un éditorial du 3 février dernier, intitulé « L'Ukraine se trouve face à un moment de vérité », se terminait avec l'avertissement suivant :

*Si les Ukrainiens font tomber l'homme de Kiev, les Russes pourraient se demander pourquoi ils ne devraient pas faire de même avec l'homme du Kremlin. »*

Bien sûr, il est à prévoir que toute résistance de la part de la Russie serait retenue contre elle. C'est ce que montre le discours du Secrétaire général de l'Otan Anders Fogh Rasmussen à la Conférence de Munich sur la sécurité de 2014, qui s'est tenue du 1er au 3 février en Allemagne. Celui-ci a en effet dénoncé la Russie pour « sa rhétorique belliqueuse », en raison de ses protestations contre le déploiement du bouclier anti-missile américain en Europe, un système qui menace selon plusieurs experts le fragile équilibre entre les forces de dissuasion russes et occidentales.

Le quotidien américain *Stars and Stripes* rapporte :

*« Rasmussen a dit que la rhétorique de plus en plus belliqueuse venant de Russie entrave les chances d'une coopération plus étroite entre l'Alliance et son ennemi de la Guerre froide. (...) "Nous devons nous garder de nous menacer l'un l'autre", a dit le chef de l'Otan Anders Fogh Rasmussen lors de la Conférence de Munich sur la Sécurité. Rasmussen a exprimé sa réprobation à la Russie sur plusieurs questions, tel le développement récent de missiles balistiques dans l'ouest du pays. Rasmussen a également tancé la Russie pour avoir décrit les plans du système de défense de l'Otan comme un système "offensif", alors que l'Otan affirme que sa conception est défensive. La Russie s'est depuis longtemps plainte à propos des plans de défense antimissile, mis de l'avant par les États-Unis, qu'elle considère comme une menace à ses propres missiles. »*

Plus récemment enfin, le sénateur américain John McCain, une personnalité connue pour ses discours plus que belliqueux, déclarait à la presse américaine lors de son retour d'un énième voyage à Kiev qu'il considérait la Russie comme « une station d'essence se faisant passer pour un pays » (masquerading as a country). Il demandait à ce que les Etats-Unis préparent l'entrée de la Moldavie et de la Géorgie au sein de l'Otan, et aident l'Ukraine à « regagner la Crimée ». L'insulte de McCain à l'égard de la Russie cache mal la colère de l'oligarchie voyant le pays se moderniser rapidement dans les domaines de la technologie spatiale, des chemins de fer ou du nucléaire civil, entre autres.

## L'opposition à la guerre

Plusieurs personnalités, tant en Occident qu'en Russie, ne se sont d'ailleurs pas trompées sur le véritable enjeu se cachant derrière les conflits qui ont éclaté depuis la guerre de Libye, jusqu'à l'actuelle crise ukrainienne.

L'un des plus explicites d'entre eux, le chef d'état-major des armées américaines, le général Dempsey, a tenté à de nombreuses occasions de calmer le jeu et d'entretenir les relations les plus étroites possibles avec son homologue russe. C'est ce qu'il a expliqué lors d'une visite en janvier dernier à Moscou, où il a souligné l'importance de la communication directe entre les militaires des deux pays, ajoutant que ces communications doivent être maintenues même en cas de disputes aux niveaux diplomatique et politique, affectant les autres domaines de la relation bilatérale.

En mars 2012, en réponse à l'ordre donné par Obama de préparer les options militaires pour une intervention en Syrie, de hauts responsables du Pentagone avaient confié au *New York Times* les raisons de leur opposition à toute intervention militaire dans ce pays, révélant pour la première fois au peuple américain ce que Lyndon LaRouche a dénoncé au lendemain de l'assassinat de Mouammar Kadhafi en octobre 2011 : la vraie question ici n'est pas la Syrie ou l'Iran, mais un chantage à la guerre contre la Russie et la Chine.

C'est ce qui ressort également d'un article d'Elizabeth Bumiller dans le *New York Times* du 11 mars 2012. Elle rapporte que de « hauts responsables du Pentagone » lui ont confié que toute intervention en Syrie « peut potentiellement déclencher une guerre par procuration avec l'Iran ou la Russie, deux alliés cruciaux de la Syrie ». De la même manière Michele Flournoy, un ancien haut responsable du Pentagone, avait déclaré une semaine plus tôt que « si nous nous jetons sur la Syrie avec des instruments purement militaires (...) nous pourrions très rapidement provoquer des réactions des autres, c'est-à-dire la Russie et l'Iran, pour soutenir le régime et nous voir entraînés dans un conflit plus large ».

## L'expansion de l'OTAN depuis la chute du mur de Berlin



Une autre voix qui a dénoncé, à maintes reprises, cette stratégie de guerre est celle de l'ancien secrétaire au Trésor-adjoint de Ronald Reagan, Paul Craig Roberts, qui a publié le 14 décembre 2013 sur son site un article avertissant du danger de guerre mondiale :

« La guerre avec la Russie et la Chine, vers laquelle Washington conduit les Etats-Unis, serait fatale pour l'humanité. »

Dans un rapport reprenant certains éléments clés de l'analyse stratégique de Lyndon LaRouche, Roberts retrace les réponses appropriées du président russe Vladimir Poutine aux efforts de l'administration Obama pour obtenir l'avantage stratégique en termes de première frappe nucléaire et pour provoquer la Russie tout le long de ses frontières :

« Washington a travaillé dur depuis 22 ans contre la Russie, depuis la chute de l'Union soviétique en 1991. En violation de l'accord entre Reagan et Gorbatchev, Washington a étendu la présence de l'Otan en Europe de l'Est et dans la région des pays baltes, et établi des bases militaires aux frontières de la Russie. Washington cherche également à étendre l'Otan aux anciennes parties de la Russie elle-même, comme la Géorgie et l'Ukraine.

### OTAN : les 12 signataires (1949)

|                                                                |                                                                               |
|----------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|
| Belgique                                                       | 1952 : Grèce et Turquie                                                       |
| Canada                                                         |                                                                               |
| Danemark                                                       | 1955 : Allemagne                                                              |
| France (1966-2009, retrait de la structure militaire intégrée) | 1982 : Espagne                                                                |
| Islande                                                        |                                                                               |
| Italie                                                         | 1999 : République Tchèque, Pologne et Hongrie                                 |
| Luxembourg                                                     |                                                                               |
| Pays-Bas                                                       |                                                                               |
| Norvège                                                        | 2004 : Bulgarie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Roumanie, Slovaquie et Slovénie |
| Portugal                                                       |                                                                               |
| Royaume-Uni                                                    |                                                                               |
| États-Unis                                                     | 2009 : Albanie et Croatie                                                     |

« Si quelqu'un devait survivre pour écrire l'histoire, le régime Obama sera tenu pour responsable d'avoir ressuscité la Guerre froide, à laquelle le président Reagan avait cherché avec tant d'efforts à mettre fin, et de l'avoir transformée en guerre chaude.

« Non content de faire de la Russie un ennemi, le régime Obama en a fait autant de la Chine. »

Quant à l'ancien secrétaire à la Défense américain Robert Gates, celui-ci n'y est pas allé non plus par quatre chemins, en dénonçant, dans le cadre d'une tournée pour son livre *Duty : Memoirs of a Secretary of War*, les politiques va-t-en-guerre irresponsables tant de George W. Bush que de Barack Obama, ainsi que l'attitude belliqueuse du Congrès américain.

Dans un entretien sur *Fox News* le 15 janvier dernier, Gates a déclaré :

« Les gens me demandent : 'Quelle est la plus grande menace pour la sécurité nationale des Etats-Unis ?' Et je leur réponds : Elle est située dans les deux miles carrés englobant le Capitole et la Maison Blanche. »

Dans un autre entretien avec la chaîne *MSNBC*, son hôte, Joe Scarborough avait expliqué que le livre de Gates lui semblait à première vue un simple réquisitoire contre Obama, mais que cela n'était finalement pas le cas. Lorsqu'il lui a demandé pourquoi il a écrit ce livre, Gates a répondu :

« Premièrement, il y a un tas de questions d'actualité qui sont soulevées dans le livre, tant à la fin que tout au long de ses pages, à savoir quand faut-il avoir recours à la force ? Quels sont les critères ? Quels sont vos objectifs ? Quelles sont les conséquences ? Quelles sont les suppositions ? Par exemple, en Irak comme en Afghanistan, nous avons présumé que les deux guerres allaient être brèves – une hypothèse extrêmement dangereuse. Et ce que je désire souligner ici qu'on fait souvent ce type de supposition lorsque vous lancez les forces militaires. »

## Retour historique sur la crise

Lors d'un entretien avec le journaliste Thomas Friedman du *New York Times* le 2 mai 1998, l'ancien ambassadeur américain en Union soviétique George Kennan, célèbre pour son hostilité à la Russie communiste et pour avoir inventé la doctrine d'endiguement de l'Union soviétique de l'après-guerre, dénonçait le vote du Sénat autorisant, à l'époque, l'inclusion des trois anciens membres du pacte de Varsovie au sein de l'Otan (Pologne, République Tchèque et Hongrie).

Les avertissements de Kennan, qui était alors âgé de 94 ans, sur les dangers d'un élargissement agressif de l'Otan, prennent aujourd'hui tout leur sens :

« Je pense qu'il s'agit du début d'une nouvelle guerre froide. Je pense que les Russes vont réagir avec toujours plus d'hostilité, et cela va affecter leurs décisions politiques. C'est une erreur stratégique. Il n'y a aucune raison pour cette intégration. Personne ne menace qui que ce soit. Cette politique d'élargissement ferait se retourner dans leur tombe nos Pères fondateurs. Nous nous sommes engagés à protéger toute une série de pays, même si nous n'avons ni les ressources ni l'intention de le faire sérieusement. (...) Bien sûr que les Russes réagiront de manière négative, et alors les (partisans de l'expansion de l'Otan) diront : nous vous avons toujours dit comment sont les Russes. Mais ce n'est tout simplement pas adéquat. »

Réfléchissant à ce que lui avait dit Kennan, le journaliste Thomas Friedman assura que ce qu'écriraient les futurs historiens à propos de l'expansion de l'Otan à la fin du vingtième siècle importait peu mais qu'ils « remarqueront sûrement une chose, c'est le manque d'imagination qui aura caractérisé la politique étrangère américaine à la fin des années 1990 ». Ils ont réagi à l'un des plus grands événements du XXe siècle – la chute de l'Empire soviétique – par l'intensification de la Guerre froide contre la Russie et en se rapprochant des frontières de cette dernière. « Nous sommes dans l'ère des nains de jardin », écrivait alors Friedman.

Les avertissements de Kennan ont été repris fin mars par deux anciens ambassadeurs en Russie, l'Américain Jack Matlock et le Britannique Tony Brenton. Dans un entretien à *Democracy Now*, Matlock présentait la liste des abus commis par les États-Unis à l'encontre de la Russie au cours des dernières décennies, en commençant par l'expansion de l'Otan jusqu'aux frontières russes, en Ukraine et en Géorgie. Il faisait ensuite le parallèle avec la manière dont les Etats-Unis « avaient perdu la tête » (en fait les frères Kennedy avaient réussi à contenir la réaction des militaires du Pentagone, contrairement aux continues provocations d'Obama, ndlr) lorsque la Russie avait établi une tête de pont près des frontières américaines à Cuba, en 1962.

Le britannique Brenton a fait des remarques similaires dans un article publié au même moment dans *l'Independent*, soulignant :

« Nos ministres, en particulier notre Premier ministre, devraient répondre en cherchant les moyens de communiquer avec les Russes, plutôt que de crier contre eux comme ils le font actuellement. Nous devrions accorder plus d'attention aux véritables craintes de la Russie, qui est de voir l'Ukraine se faire avaler par l'Occident. »

D'autres personnalités européennes ont également fait part de leur opposition aux projets de guerre de l'oligarchie transatlantique. Dans un entretien en mars dernier avec Roger Moore, du magazine *Executive Intelligence Review* (EIR), le sociologue Pino Alracchi, eurodéputé et ancien sénateur italien, faisait part de son désarroi en ces termes :

« Je suis surpris et aussi horrifié par ce changement soudain d'orientation de la part de l'UE. Nous avons un partenariat avec la Russie dans le domaine de l'énergie et nous sommes aujourd'hui – enfin nous étions – sur le point de négocier un accord plus ambitieux devant s'étendre à d'autres domaines. Nous avons dévié vers une attitude conflictuelle à l'égard de la Russie. Nous avons commis une erreur en formulant ce partenariat oriental par lequel nous nous focalisons sur tous les pays entourant la Russie sans inclure la Russie elle-même. (...) La stratégie à long terme des États-Unis est effectivement d'empêcher tout rapprochement, toute amélioration des relations entre l'Europe, en particulier sa partie orientale, et la

*Russie. C'est ce que j'appelle le Mantra Mackinder (Halford John Mackinder, le géniteur britannique de la géopolitique), qui a été soigneusement suivi par toutes les administrations américaines, une doctrine qui a été développée plus avant et mise à jour par (l'ancien conseiller à la sécurité nationale américaine Zbigniew Brzezinski) dans ses livres. Je vois la situation actuelle comme découlant de cette stratégie Mackinder, qui consiste à empêcher la coopération à tout prix, ou même à long terme une unification entre l'Europe et la Russie.»*

Certains militaires européens se sont également prononcés sur l'enjeu stratégique en cours. L'analyse la plus remarquable est celle du général allemand Harald Kujat, qui a dirigé l'état-major des forces armées allemandes de 2000 à 2002, puis la Commission militaire de l'Otan de 2002 à 2005. Dans un entretien publié le 3 avril dans le quotidien allemand *Bild*, celui-ci a d'abord critiqué l'actuel commandant de l'Otan, Philip Breedlove, pour son rôle dans l'escalade du conflit :

*« Breedlove est américain. Il faut souligner que les Américains se sont prononcés au début de manière relativement modéré, puis ils ont haussé le ton. Je considère qu'il s'agit là d'une grave erreur. On n'empêchera pas l'occupation de l'Ukraine orientale par l'escalade, mais plutôt par une désescalade. Il faut amener les Russes à la table de négociation. En escaladant, on ne fait qu'encourager les forces plus radicales (en Ukraine), car elles croiront alors que l'Otan est de leur côté. »*

Lorsque *Bild* lui a demandé s'il ne fallait pas envoyer un message clair à la Russie, le général n'a pas mâché ses mots :

*« Quiconque souhaite risquer un conflit militaire est forcément un imbécile. La Russie est de nouveau militairement très forte et la situation stratégique actuelle joue de son côté. De plus, la Russie est toujours la deuxième superpuissance nucléaire après les Etats-Unis. Une dispute militaire avec la Russie en Europe serait un acte de pure folie.»*

Nous terminons enfin avec les déclarations de personnalités politiques françaises de premier plan qui ont osé, après un long silence, braver le consensus médiatique en faveur de la guerre.

Le 8 mars dernier, l'ancien ministre de la Défense Jean-Pierre Chevènement rappelait dans un entretien au *Figaro*, à propos de la Crimée, que « personne ne peut contester qu'historiquement elle est russe », que « sa population est majoritairement russe » et que « la Russie voit que l'Otan s'est étendue bien au-delà des frontières de l'Allemagne occidentale, contrairement à l'accord de 1990 ».

Quelques jours plus tard, c'était à l'ancien président de la République Valéry Giscard d'Estaing de publier un article dans *L'Opinion* du 12 mars, où il souligne que « la Crimée a fait partie de la Russie depuis sa conquête sur les Turcs au XVIIIe siècle par la grande Catherine et le prince Potemkine », et qu'elle « a été attribuée à l'Ukraine par une décision bizarre prise par Khrouchtchev en 1954 ». Il ajoute également que selon « ce qu'avait envisagé de Gaulle », la Russie « a vocation à être, malgré son régime particulier, différent du nôtre, notre premier partenaire naturel à l'est de l'Europe ».

L'ex-ministre de l'Éducation Luc Ferry est également sorti du consensus ambiant en mettant en cause, dans le *Figaro* du 20 mars, la « sagesse » de la politique de l'Union européenne et du gouvernement français, « qui aurait dû s'abstenir de jeter de l'huile sur le feu ». « En s'alignant sur les Etats-Unis, qui plus est sans la moindre réflexion d'ensemble, l'Europe n'a toujours pas compris que nos intérêts ne sont pas les mêmes. Obama n'a qu'une idée en tête : affaiblir la Russie autant qu'il le pourra dans une compétition vers l'Est. » Ainsi, conclut-il, menacer la Russie de sanctions « était insultant, en toute hypothèse inefficace, contre-productif, et pour tout dire ridicule ».

Notons également les propos de Jacques Attali dans *L'Express* du 26 mars :

*« Il est fou pour l'Occident de faire du problème de la Crimée l'occasion d'une confrontation avec la Russie. (...) Les historiens auront du mal à comprendre pourquoi nous nous sommes lancés dans une escalade aux conséquences potentiellement terrifiantes à cause du vote majoritaire d'une province russophone, russe pendant des siècles, rattachée en 1954 à une autre province de l'Union soviétique par le caprice du secrétaire général du Parti communiste d'alors, Nikita Khrouchtchev. (...) La confrontation actuelle ne mènera à rien, sinon à renforcer ceux qui affirment que la situation va bientôt ressembler à l'immédiat avant-guerre de 1914, quand un engrenage local absurde conduisit à une guerre mondiale. »*

C'est toutefois Jacques Cheminade fondateur de notre mouvement associé *Solidarité&Progrès* et candidat à la présidentielle française qui, le premier, a dénoncé une politique aventuriste mettant l'Union européenne militairement au service de l'Otan et financièrement à celui du système de la *City* et de *Wall Street*. Il avait par ailleurs souligné que l'Ukraine est un point de fixation dans un enchaînement d'actions offensives d'un empire britannique aux abois, pour qui la guerre est une option désespérée et envisagée sans scrupules.

Deuxième partie :

## **L'enjeu économique**

Une nouvelle ère pour l'humanité  
entretien d'Helga Zepp-LaRouche avec China Radio International

L'Union économique eurasiatique n'aspire pas à devenir  
un Empire comme l'UE

Avec l'Union eurasiatique,  
Poutine lance une nouvelle dynamique

Face à la guerre et au sous-développement :  
le programme chinois de chemins de fer à grande vitesse

La nouvelle route de la Soie et un tunnel sous le détroit de Béring :  
l'intention Westphalienne de la Chine

Vidéos :  
Eurasie-Amérique par le Tunnel du détroit de Béring  
La nouvelle Route de la soie ou la guerre

# Une nouvelle ère pour l'humanité

## entretien d'Helga Zepp-LaRouche avec China Radio International

Entretien avec Helga Zepp-LaRouche, présidente internationale de l'Institut Schiller, réalisé par la China International Radio à Beijing, le 14 mars 2014. Nous en présentons ici les principaux passages.

(...)

**Zheng Chenguang : Pensez-vous que l'industrie financière, les banquiers et financiers de Wall Street, aient enfin tiré la leçon de 2007, l'année où la crise a commencé ?**

**HZL :** Non, je pense qu'ils sont incapables d'apprendre car ils sont trop déterminés par leur cupidité et leur amour du pouvoir. C'est impossible de les sauver. La seule manière de résoudre le problème est de fermer le casino financier en appliquant le Glass-Steagall Act, en effaçant l'argent virtuel. L'ancien ministre italien de l'Economie Giulio Tremonti a dit un jour que ce que vous possédez dans le virtuel ne peut être perdu, car vous ne l'avez jamais possédé au départ. Ainsi, si vous effacez les produits dérivés et autres instruments de financement « créatifs », vous ne perdez rien.

Il faut cependant passer à la seconde étape, consistant à mettre en œuvre un système de crédit dans la tradition du Système américain d'économie, celle d'Alexandre Hamilton, le père de la première Banque nationale des Etats-Unis, ou encore de Lincoln, Franklin Roosevelt et John Kennedy. C'est un système permettant d'émettre du crédit destiné à financer des projets bien définis. On ne crée plus de l'argent pour le jeu ou autres activités virtuelles, mais du crédit uniquement pour relancer l'économie réelle. Nous avons élaboré des propositions concrètes applicables très rapidement.

Par exemple, aux Etats-Unis, nous avons proposé un programme de gestion de l'eau et de l'énergie à l'échelle de tout le continent nord-américain, NAWAPA, qui est le plus grand projet de l'histoire. ( ) Nous voulons créer du crédit à des fins productives et non plus au bénéfice de quelques spéculateurs.

**Zheng : Qu'en est-il de la situation économique européenne ? L'année dernière, nous avons vu des signes encourageants en Europe. Plusieurs pays de l'Union européenne ont appliqué des mesures, et on dit que la Grande-Bretagne prend les devants sur le chemin de la relance, que l'on s'attend à ce qu'elle devienne la première économie en Europe, si l'on en croit certains économistes britanniques. Qu'en pensez-vous ? L'économie européenne est-elle enfin sortie du bois ?**

**HZL :** Absolument pas. La crise de l'euro a été seulement dissimulée, car si vous regardez l'état des économies du sud de l'Europe, comme la Grèce, vous avez 65 % de chômage chez les jeunes ; en Espagne, plus de 65 % également. Le seul pays qui soit encore en état de marche est l'Allemagne, le célèbre champion des exportations, parce qu'il peut exporter vers l'Asie. En temps normal, les exportations allemandes devraient aller vers l'Union européenne, mais le Sud s'effondre et la France est en bien mauvaise condition. L'Allemagne va relativement bien uniquement parce qu'elle compense les pertes de marché vers l'Union européenne en exportant vers l'Asie. Mais cette situation est très volatile.

**Zheng : Avant la Seconde Guerre mondiale, les pays européens étaient constamment en guerre les uns contre les autres. C'est pourquoi le projet européen fut mis de l'avant par Robert Schumann (le père de l'UE), afin d'assurer la paix en Europe. Pensez-vous que ce projet réussisse vraiment à éviter les guerres, à apporter la paix sur le continent ?**

**HZL :** Non. Je pense qu'il y a une différence fondamentale entre la situation actuelle et ce que voulaient vraiment les gens au sortir de la guerre, comme par exemple la coopération entre Adenauer et de Gaulle, qui a surmonté la guerre et l'hostilité entre Français et Allemands. C'est une très bonne chose, et nous voulons poursuivre cette tradition de coopération

The screenshot shows the NEWS Plus website interface. At the top, there's a navigation bar with 'HOME | PROGRAMS | HOSTS | EVENTS | JOBS | ABOUT | CONTACT | ADVERTISE'. Below that, the main title reads '2014-03-17 A Conversation with Helga Zepp-LaRouche'. A photo shows Helga Zepp-LaRouche and Zheng Chenguang in a studio setting. To the right, there are sections for 'LISTEN' (ON AIR NOW: Special English, WHAT'S NEXT: News and Reports), 'LIKE US' (social media icons), and 'LATEST' (a list of news headlines). A video player at the bottom shows a play button and a progress bar.

People in the Know host Zheng Chenguang meets with Helga Zepp-LaRouche, founder and President of the Schiller Institute. [Photo Source: CRENGUO.SH.com]

*Entretien réalisé par la China International Radio*

entre les pays européens.

Mais ce que nous avons aujourd'hui, depuis l'adoption du Traité de Maastricht, est une structure supranationale qui s'est développée pour ses propres intérêts, totalement opposés à ceux des Etats membres.

## La Chine en période de transition

**Zheng : Jetons maintenant un regard vers la région Asie-Pacifique. Parlons de la Chine. J'ai cru comprendre que vous aviez visité la Chine en 1971 et qu'à l'époque, de nombreux Chinois se demandaient où était leur prochain repas. Aujourd'hui, semble-t-il, les gens se demandent quelle voiture ils vont acheter, ou quel type de valise de luxe, et j'ai donc l'impression que la Chine a connu de grands changements au cours des dernières décennies.**

**Au moment où nous parlons, la Chine fait face à une nouvelle période de transition. Nous voyons bien que la croissance du PIB ralentit. La consommation prend le relais de la croissance. Que pensez-vous de cette marche vers l'avant de l'économie chinoise ? Pensez-vous qu'elle va continuer, que le miracle qu'elle a créé au cours des deux dernières décennies va se poursuivre ?**

**HZL :** Je pense que ce projet de Nouvelle route de la soie, que le président Xi Jinping a annoncé, permettra à la Chine de le faire. Toutefois, dans le futur immédiat, si les marchés américain et européen s'effondrent (ce qui arrivera à coup sûr si on ne met pas en place Glass-Steagall), la Chine en subira de sévères conséquences. Il est donc plus qu'urgent, non seulement d'aller dans la direction de Glass-Steagall aux Etats-Unis et en Europe, mais également de penser à un nouveau système de crédit, dans l'esprit des accords de Bretton Woods.

Ainsi, l'idée de Nouvelle route de la soie, qui est en réalité identique au projet de Pont terrestre eurasiatique que nous avons proposé il y a 24 ans, impliquerait de grands projets, des corridors de développement, la construction de lignes de chemin de fer à grande vitesse, de canaux, de systèmes d'irrigation pour verdier les déserts. Ces projets seraient entrepris au niveau international. Leur construction requiert donc des accords de crédit mutuel entre les différents pays, sur le long terme. Ce qui signifie que l'on ne peut pas s'attendre à faire des profits en quelques mois, mais qu'il faut planifier ces projets sur 10, 20, 40 ou même 50 ans, et par conséquent, arranger des lignes de crédit entre pays souverains pour financer tout cela. Leur construction requiert donc des accords de crédit mutuel entre les différents pays, sur le long terme. Ce qui signifie que l'on ne peut pas s'attendre à faire des profits en quelques mois, mais qu'il faut planifier ces projets sur 10, 20, 40 ou même 50 ans, et par conséquent, arranger des lignes de crédit entre pays souverains pour financer tout cela.

C'est pourquoi nous devons songer à remplacer le système financier actuel, en voie d'effondrement, par un nouveau système de crédit entre pays souverains. Et je suis convaincue que la Chine aura alors un avenir fantastique, car elle est sur la bonne voie. Entre ce monde transatlantique en faillite et le monde asiatique, la différence est gigantesque. Car l'Europe s'est engagée sur une voie malthusienne « verte », tandis que la Chine, la Russie, l'Inde et la Corée vont dans la bonne direction, malgré certains problèmes. Elles se tournent vers des densités de flux d'énergie plus élevées dans leurs activités productives.

Par exemple, la récente expédition sur la Lune du rover chinois Lapin de Jade promet un bel avenir, non seulement pour la Chine mais pour le monde entier, car l'intention d'y exploiter l'hélium 3 dans le cadre d'une économie reposant sur la fusion, ici sur Terre, est exactement le bon choix politique. Ainsi, je pense que si la Chine poursuit ses efforts en ce sens, son avenir sera radieux.

**Zheng : Vous nous donnez une belle vision de l'avenir pour l'Asie. Mais je pense qu'en termes stratégiques, pour ce qui concerne la sécurité, la crise couve dans la région Asie-Pacifique, surtout avec les disputes territoriales s'intensifiant entre la Chine et le Japon, et des nations du Sud-ouest asiatique comme les Philippines. En avril, le président américain Barack Obama doit se rendre en Asie, en particulier au Japon et aux Philippines. Tous deux sont en dispute avec la Chine pour des questions territoriales. Pensez-vous que la Chine doit s'inquiéter de se voir encerclée stratégiquement par les Etats-Unis ?**

**HZL :** Oui, je le pense. Car nous risquons aujourd'hui de voir les relations se détériorer jusqu'au point de déclencher une guerre mondiale. Car le Pacifique représente, malheureusement, la politique de pivot asiatique des Etats-Unis, ainsi que sa doctrine d'Air-Sea Battle, qui n'est qu'une variante de la conception utopique selon laquelle il serait possible de neutraliser la capacité de seconde frappe de la Chine. La Chine a clairement montré que c'est inacceptable et insensé. Le danger que posent à la fois la doctrine de défense anti-missile et la doctrine Air-Sea Battle des Etats-Unis dérive du fait qu'elles incitent l'autre camp à opter pour une première frappe, car s'il attend, ce sera trop tard.

Nous sommes donc assis sur un volcan extrêmement dangereux, et c'est pourquoi nous travaillons très fort aux Etats-Unis pour provoquer un changement de l'intérieur, afin que le pays revienne à ses principes constitutionnels et abandonne ce type de politique.

## Le legs de la Deuxième Guerre mondiale

**Zheng : Je pense qu'il existe un risque plus immédiat, celui d'une dispute ou d'un conflit avec le Japon. Ce que la Chine reproche au Japon, c'est de ne jamais s'être sincèrement excusé pour les atrocités qu'il a commises pendant la guerre. Je pense que l'Allemagne et le Japon étaient dans la même position d'un point de vue historique, mais que l'Allemagne était réellement sincère dans ses excuses pour ce qu'elle a fait pendant la Seconde Guerre mondiale. Que pensez-vous du manque de volonté du Japon de reconnaître ce qu'il a fait pendant la guerre ? Et de leurs derniers exercices de rhétorique, afin de couvrir les atrocités de cette guerre ?**

**HZL :** Bien sûr, je pense que c'est stupide et très dangereux. Mais il ne faut pas considérer ce que fait le Japon en dehors du contexte de son alliance avec les Etats-Unis. Car c'est réellement l'expansion des Etats-Unis dans le Pacifique qui donne au Japon l'occasion de se conduire de cette manière. J'espère qu'il y a des gens au Japon qui sauront, le moment venu, changer le cours des choses. Car c'est un pays qui, comme l'Allemagne, possède très peu de matières premières et dépend largement de ses exportations. Ainsi, la seule manière de résoudre toutes ces questions est le concept du Pont terrestre mondial, impliquant une coopération entre tous les pays, qui est bien plus dans l'intérêt de tous que tous les conflits locaux. (...)

**Zheng :** Quelles actions concrètes les Etats-Unis et la Chine doivent-ils entreprendre, selon vous, pour éviter les mauvais calculs et transformer la région Asie-Pacifique en région de paix et de coopération, plutôt qu'en terrain d'affrontement ?

**HZL :** Encore une fois, je crois que nous devons nous concentrer sur les objectifs communs de l'humanité. Nous sommes assis en ce moment même sur une poudrière, pouvant aboutir à l'extinction de l'humanité, si nous poursuivons sur la voie de cette mondialisation cauchemardesque, celle du Partenariat trans-pacifique (TPP) et du TTIP (Zone de libre-échange transatlantique).

Tout d'abord, le système ne tiendra jamais jusque-là, car il est déjà en train de s'effondrer. L'idée est toutefois d'éliminer toute souveraineté nationale, au bénéfice de grandes sociétés qui dirigeraient ainsi le monde. Si cela devait arriver, nous foncerions droit dans le mur. Il y a là un terrible danger.

Nous devons donc nous mettre d'accord sur les intérêts communs de l'humanité, car nous sommes menacés d'extinction. Il y a beaucoup de problèmes qui requièrent une attention commune. L'un d'entre eux est de se débarrasser des missiles nucléaires. Il nous faut élaborer un système de défense commun, incluant tous les pays, pour rétablir la sécurité et rendre obsolètes les missiles nucléaires.

Ensuite, il faut se pencher sur les menaces découlant du trafic de stupéfiants et du terrorisme. Une coopération internationale doit être mise en place pour les éliminer et initier le développement. Car sans alternative valable pour un développement économique réel, afin d'améliorer le niveau de vie des populations, nous ne pourrions pas mettre fin à ces activités.

Donc, si nous voulons la paix au Moyen-Orient et en Asie du Sud-ouest, des pays comme la Russie, la Chine, l'Inde, l'Iran et, je l'espère, les Etats-Unis et certains pays européens devront coopérer pour développer ces régions. Car la pauvreté alimente le terrorisme.

L'humanité a d'autres objectifs communs. Par exemple, nous n'avons pas les moyens aujourd'hui de protéger notre planète contre le danger que peuvent représenter certains astéroïdes. Pourquoi ne pas nous atteler à défendre notre planète contre les objets venant de l'espace, les tremblements de terre et les tsunamis, ainsi que les volcans, qui sont des phénomènes pouvant être prévus grâce à certaines observations par des satellites appropriés ? Il y a tant de domaines où il faudrait travailler ensemble.

Il nous faut donc un nouveau paradigme, en phase avec la dignité et la créativité de l'espèce humaine, car c'est la seule manière de sortir de cette impasse. Il faut ouvrir une nouvelle ère de coopération, mais je suis optimiste car je suis convaincue que nous n'en sommes qu'au point embryonnaire où nous pourrions, si nous parvenons à nous ressaisir, nous comporter comme des êtres humains et envisager un avenir complètement différent de ce que nous avons connu jusqu'à présent.



# L'Union économique eurasiatique n'aspire pas à devenir un Empire comme l'UE

L'économiste russe Sergueï Glaziev est en contact avec l'économiste américain Lyndon LaRouche depuis plusieurs années. Il est aujourd'hui conseiller du Président russe pour l'Intégration économique régionale. Sa volonté de « de-offshoriser » les capitaux des oligarques russes, c'est-à-dire de les ramener en Russie, lui a valu l'hostilité des milieux de la City et de Wall Street qui sont associés au système des paradis fiscaux. C'est sur la pression de ces milieux que l'Administration Obama puis l'Union européenne l'ont interdit de circulation dans les pays occidentaux.

Voici quelques extraits de son article « Qui a le plus à gagner ? Les facteurs économiques et politiques de l'intégration régionale », publié le 27 décembre 2013 en anglais sur le site de *Russia in Global Affairs*.

Le 27 décembre 2013

L'étrange situation dans laquelle se trouve l'Ukraine, par rapport à son choix de vecteur d'intégration économique, nous amène à réfléchir sur la combinaison optimale des facteurs politiques et économiques concernant son intégration régionale.

Cette situation est étrange parce que le chemin vers l'intégration européenne, que Kiev se voit pressé d'emprunter, est économiquement erroné.

Une analyse faite par des experts économiques ukrainiens et russes de premier plan, montre qu'une zone de libre-échange UE-Ukraine compliquera inévitablement les efforts auxquels doit consentir l'Ukraine dans tous les grands secteurs, afin de se développer ou même maintenir des relations économiques avec l'Union douanière (Russie, Biélorussie, Kazakhstan). Ceci aura avant tout pour résultat de restreindre la coopération avec la Russie dans la recherche et le développement dans les domaines de l'aéronautique, de l'énergie, de la production d'équipement pour l'industrie spatiale, de l'industrie nucléaire et de la construction navale.



Sergueï Glaziev

Une entente concernant une zone de libre-échange UE-Ukraine, qui forcera naturellement les pays membres de l'Espace économique commun (la Russie et ses principaux partenaires) à prendre des mesures pour protéger leur marché, aura également un impact sur d'autres secteurs vulnérables de l'économie ukrainienne : production d'aliments, fabrication de matériel de transport et autres équipements, agriculture, etc. La part de l'Ukraine dans les importations russes de denrées alimentaires devrait reculer d'un tiers. Un accroissement du déficit de la balance commerciale, ainsi qu'une capacité amoindrie à emprunter auprès d'autres pays, pourraient conduire l'Ukraine au défaut de paiement et menacer les promesses (d'aide financière) qu'aurait faites l'UE à son nouvel associé.

## Des promesses vides

Pour rassurer le public ukrainien, les émissaires politiques européens n'hésitent pas à mentir effrontément. Le Commissaire européen à l'élargissement et à la politique de voisinage, Stefan Füle, raconte à qui veut l'entendre qu'une zone de libre-échange UE-Ukraine garantirait un taux de croissance annuel du PIB ukrainien de 6 %. (Déclaration faite lors d'une séance au Parlement ukrainien le 11 octobre 2013.)

Or, toutes les estimations, incluant celles des analystes européens, font part d'un ralentissement inévitable de la production ukrainienne dès les premières années suivant la signature de l'Accord d'association. Les produits ukrainiens seraient en effet condamnés à une perte de compétitivité par rapport aux produits européens. Dans une déclaration faite au 10<sup>e</sup> forum d'échange de Yalta du 20 septembre 2013, le ministre suédois des Affaires étrangères, Carl Bildt, est allé encore plus loin : il a prétendu qu'une adhésion de l'Ukraine à l'Union douanière provoquerait un effondrement de 40 % de son PIB, tout en promettant une croissance de 12 % si l'Ukraine signait l'Accord d'association. (...)

Une analyse objective indique que des motivations purement politiques se cachent derrière le Partenariat oriental de l'UE ; son véritable objectif est de bloquer, pour les républiques de l'ancienne Union soviétique, toute possibilité de participer à l'intégration économique eurasiatique avec la Russie. Le caractère anti-russe de cette politique apparaît clairement dans les agissements des dirigeants politiques et des services de renseignement des pays membres de l'Otan : ceux-ci n'hésitent pas à s'ingérer dans les affaires intérieures des Etats nouvellement indépendants, ni à fomentier une propagande antirusse ou encore à nourrir des forces politiques anti-russes. Toutes les révolutions « colorées » que les pays occidentaux ont inspirées dans l'espace post-soviétique trouvent leur racine dans une russophonie exacerbée, et visent à empêcher l'intégration avec la Russie. Les pertes économiques et les calamités sociales résultant de telles politiques en Géorgie, au Kirghizstan, en Ukraine et en Moldavie n'ont pour eux aucune importance.

L'isolement des anciennes républiques par rapport à la Russie ne peut qu'empirer leur situation économique, en raison de la rupture des relations économiques et la perte de marchés établis. Pour forcer ses nouveaux partenaires à adopter des

décisions économiques aussi insensées, l'UE cherche à les dépouiller de leur souveraineté en matière de commerce extérieur. Les projets d'Accords d'association engagent les pays candidats à se plier sans broncher aux directives sur la politique commerciale, règles techniques et tarifaires, normes sanitaires, contrôles vétérinaires et phytosanitaires, subsides et marchés publics. Les pays associés à l'UE n'ont aucun droit de participer à la définition ou à l'adoption de ces règles ; ils doivent s'y soumettre sans conditions. Ils doivent également s'engager à participer à la résolution de conflits régionaux sous les conseils de l'UE.

En d'autres termes, les anciennes républiques soviétiques qui signent un Accord d'association se voient réduites au statut de colonie : elles doivent se plier à la juridiction européenne sur les questions commerciales et à sa réglementation économique.

Par exemple, dans chacune de ses sections, le projet d'Accord d'association oblige l'Ukraine à mettre en œuvre toute une série de mesures. La thèse principale est formulée dans l'article 1 24 de l'Accord : « *L'Ukraine devra s'assurer que ses lois existantes et futures seront graduellement harmonisées avec les acquis européens.* » Pour dissiper tous les doutes sur le vecteur de l'intégration, l'article 56 stipule clairement que « *L'Ukraine s'abstiendra d'amender sa législation horizontale et sectorielle listée dans l'annexe III de cet Accord, sauf s'il s'agit d'aligner progressivement cette législation avec les acquis correspondants de l'UE, et de maintenir un tel alignement.* »

Une structure supra-nationale spéciale – un Conseil d'association – aura pour tâche de suivre les engagements du nouveau membre associé. Ses décisions sont obligatoires pour les parties participantes.

Dans la discussion conduisant à une telle décision politique, les bénéfices économiques ne sont pas pris en compte. L'UE a ignoré les tentatives timorées du cabinet ukrainien concernant la question des investissements nécessaires pour moderniser l'industrie du pays, en vue de l'adapter aux normes techniques et exigences environnementales européennes. Selon les calculs d'experts ukrainiens de l'Institut de l'économie et de la prévention de l'Académie nationale des sciences, l'Ukraine devra consacrer au moins cent trente milliards d'euros à cette tâche, une somme qu'une UE frappée par la crise ne peut pas mettre à sa disposition

## Des résultats déplorables

La décision politique des anciennes républiques socialistes Baltes et d'Europe de l'Est de se joindre à l'UE s'est avérée une erreur sur le plan économique. Après avoir obtenu leur adhésion à l'UE, ces pays ont perdu près de la moitié de leur production industrielle et une partie considérable de leur production agricole. Ils ont aussi subi une dépréciation de leur capital humain, avec une fuite massive des cerveaux et un exil des plus jeunes. Ils ont perdu le contrôle de leur système bancaire et de leurs principales entreprises, qui ont été fusionnées avec les sociétés européennes.

Leur niveau de vie est aujourd'hui plus bas qu'au moment de leur adhésion à l'UE et l'écart entre ces pays et ceux qui sont les plus avancés au sein de l'UE ne se réduit pas. Après l'élargissement, l'UE s'est d'ailleurs trouvée elle-même dans une crise économique profonde et prolongée. L'élargissement a de toute évidence aggravé la situation des pays du sud de l'Europe, puisqu'ils doivent concurrencer les nouveaux arrivants pour obtenir des ressources limitées (au niveau du budget de l'UE).

**Grèce** : les réformes exigées par l'UE ont provoqué une chute de 50 % dans la production de coton, et l'industrie vinicole a été durement frappée par les quotas à la production. La célèbre industrie navale grecque a pratiquement disparu : les armateurs ont acheté 770 navires à l'étranger depuis que la Grèce a rejoint l'Union européenne. Des experts sur place ont pointé du doigt l'alignement sur les exigences européennes comme facteur préalable à la catastrophe financière du pays .

**Hongrie** : elle a pratiquement liquidé sa production des bus et autocars Ikarus, très populaires, qui pouvait atteindre jusqu'à 1 4 000 unités par an .

**Pologne** ; 90 % de ses compagnies minières (charbon) ont fermé après son adhésion à l'UE en 2004, provoquant le licenciement de plus de 300 000 personnes. 75 % des mineurs ont perdu leur emploi. L'industrie navale se trouve dans une crise profonde. Les énormes chantiers navals de Gdansk, qui construisaient le plus grand nombre de navires dans le monde au cours des années 1 960 et 1 970, sont aujourd'hui divisés en deux sociétés qui végètent. Des douzaines de chantiers plus petits ont dû être fermés et les ouvriers ont émigré vers l'Europe de l'Ouest. La dette extérieure de la Pologne se chiffrait à 99 milliards de dollars lorsqu'elle a rejoint l'UE ; au début de 2013, elle atteignait 360 milliards de dollars .

**Lettonie** : elle a perdu ses industries électroniques et automobiles.

**Lituanie** : son cheptel a été réduit de 75 % et, suite à l'introduction des quotas laitiers, ses habitants se sont débarrassés de leurs vaches. La centrale nucléaire d'Ignalina a été fermée à la demande de l'UE, obligeant le pays à importer de l'électricité. La Lituanie cherche activement un milliard d'euros pour démanteler cette centrale.

**Estonie** : son cheptel a été amputé de 80 %, et son agriculture réorientée vers la production de biocarburants. Le secteur de la machine-outil, ainsi que l'usine Volta de Tallinn qui produisait de l'équipement pour la production d'énergie, ont été fermés. A la demande de l'UE, la production d'énergie a été amputée des deux-tiers, passant de 19 à 7 milliards de kWh.

L'adhésion à l'UE s'est traduite par un choc brutal pour l'industrie de la pêche dans l'ensemble des pays Baltes, à cause des quotas et des prétendues « normes de solidarité » dans l'usage des ressources aquatiques européennes.

En 2007, la Commission européenne a sanctionné la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie pour avoir tenté de constituer des réserves de nourriture afin de faire baisser les prix.

L'association d'autres pays avec l'UE peut difficilement être considérée comme réussie.

Même en Turquie, qui a retiré des bénéfices considérables de son union douanière avec l'UE, la population est

majoritairement opposée à une intégration plus poussée. Comme l'a fait remarquer le Premier ministre adjoint Bulenc Arinc, lors d'un discours prononcé le 17 octobre 2013, l'intérêt des Turcs pour une adhésion à l'UE s'est effondré, passant de 75 % de la population il y a 5 ans à 20 % aujourd'hui.

### **Les motifs sous-jacents**

Il est difficile, à la lumière de la multiplication des problèmes au sein de l'UE, de trouver une logique derrière des projets économiques aussi déficients que le Partenariat oriental. Si l'élargissement rapide de l'UE après le démantèlement de l'URSS pouvait être attribué à la peur d'une renaissance de l'empire socialiste, les tentatives actuelles cherchant à isoler les anciennes républiques soviétiques de la Russie semblent totalement irrationnelles. La volonté d'empêcher à tout prix la réanimation de cet espace économique autrefois unifié, construit sur plusieurs siècles, relève d'une pensée géopolitique obsolète mais résurgente.

(...)

Bien sûr, tout processus d'intégration est politiquement motivé, puisqu'il nécessite des accords internationaux. Toutefois, quand les motivations politiques dominent les facteurs économiques, cela peut non seulement aboutir à des pertes majeures mais aussi à des conflits susceptibles de déstabiliser les associations d'intégration. A l'opposé, un cadre politique pour des associations économiquement avantageuses garantit, de manière stable et naturelle, un développement accéléré et une compétitivité améliorée pour les pays participants.

Lorsque la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) a été formée après la guerre, sous la pression des entreprises européennes, suivie du Marché commun, tous les participants en ont tiré des bienfaits tangibles. Ceci a permis à la confiance de s'installer entre les parties, et un effet de synergie les a stimulées à pousser plus avant l'intégration vers une union économique. La politisation, après le démantèlement de l'Union soviétique, de l'intégration européenne, a créé des déséquilibres dans les échanges économiques régionaux. Ceux-ci ont conduit à des conflits ouverts entre les pays touchés et la bureaucratie européenne.

Jusqu'à récemment, la bureaucratie européenne est sortie victorieuse de ces conflits, imposant des gouvernements technocratiques, dirigés de l'extérieur, aux pays frappés par la crise. Mais les coûts de l'intégration augmentent et la stabilité de l'UE va en diminuant. Les tensions sociales sont en croissance et une résistance interne à l'intégration s'organise.

Alors que tous les participants profitaient, en raison de l'effet de synergie qui excédait de loin les pertes des marchés individuels, de la « phase économique » de l'intégration, la phase politique a au contraire causé des pertes notables pour des pays et groupes sociaux entiers. Parmi les perdants on compte l'Italie, l'Espagne, le Portugal et la Grèce. Ces pays étaient présents au tout début de l'intégration européenne, de même que des groupes sociaux structureaux, comme les petites et moyennes entreprises, les fonctionnaires de l'État, les personnels soignants, les enseignants, les étudiants et les jeunes spécialistes.

La bureaucratie européenne, une force politique nouvelle marquée par des intérêts et un pouvoir qui lui sont propres, est véritablement responsable de la tendance émergente de l'UE à politiser l'intégration. Cette bureaucratie compte à l'heure actuelle quelque 50 000 responsables et plusieurs centaines de politiciens, qui dépendent de l'intégration pour poursuivre leur carrière. Leur politique est largement déterminée par les sociétés transeuropéennes et américaines dominant le marché européen.

Si des vieux États membres verraient des désavantages à un élargissement rapide de l'UE pour leurs intérêts nationaux, les sociétés transnationales peuvent au contraire bénéficier pleinement d'une « digestion » des économies des nouveaux membres. Ces sociétés ont dérivé une grande partie de leurs profits de l'absorption de sociétés rivales en Europe de l'Est, en coupant dans les coûts de main d'œuvre et les dépenses de protection de l'environnement, et en élargissant leurs marchés pour leur production. Ceci explique l'influence grandissante de la bureaucratie européenne, car elle défend les intérêts des sociétés transnationales dans les conflits avec la population locale et les affaires nationales.

### **Pas d'État supranational, pas de monnaie unique**

Contrairement à l'intégration européenne, où l'UE cherche constamment à construire son État supranational avec tous les attributs et branches du pouvoir, les dirigeants de la Russie, de la Biélorussie et du Kazakhstan se sont mis d'accord pour limiter le processus d'intégration eurasiatique au commerce et aux questions économiques. L'intégration eurasiatique ne vise pas à établir une monnaie unique, à former un parlement supranational ni introduire un régime de passeport ou de visa unique. Les chefs des nouveaux États indépendants ont fait preuve de sagesse en évitant de politiser le processus d'intégration.

L'avantage économique est le facteur dominant de l'intégration eurasiatique, garantissant la stabilité de l'Union économique eurasiatique émergente. Cette approche exclut qu'un corps supranational puisse jouer un rôle politique indépendant. Ses fonctions devront se limiter à la coordination des décisions avec les gouvernements nationaux. Un tel organe supranational doit être transparent et compact. Il doit être subordonné aux États qui l'ont mis en place. Le respect mutuel pour la souveraineté nationale est ce qui rend le processus d'intégration différent de tous les modèles précédents, incluant les modèles européen, soviétique et impériaux.

(...)

L'idéologie chancelante sous-tendant l'intégration euro-atlantique survivra difficilement à l'élargissement au-delà des frontières actuelles de l'UE, ainsi qu'à l'accord de libre-échange présentement planifié avec les Amériques. De plus en plus de conflits se manifestent aux frontières de l'Otan, impliquant des outils de pouvoir plus ou moins brutaux, alors que

des pays toujours plus nombreux sont entraînés de force dans l'intégration euro-atlantique. Cette politique néo-impériale n'a aucun avenir pour le XXIème siècle. Les tentatives de l'imposer entraînent des pertes économiques exponentielles qui ont déjà engendré une zone de calamité sociale étendue tout autour de la Méditerranée, le berceau de la civilisation européenne.

Impliquer dans le processus d'anciennes républiques soviétiques dans le seul but de les isoler de la Russie créera une zone de conflit en Europe de l'Est, avec encore plus de pertes économiques et de coûts sociaux .



*En 2007, le président de la Commission de l'Union européenne José Manuel Barroso, avait déclaré : « Ce que nous avons est le premier empire non-impérial... Nous avons vingt-sept pays qui ont décidé de travailler ensemble et mettre leur souveraineté en commun. Je pense que c'est une grande construction et que nous devons en être fiers. »*

## **Avec l'Union eurasiatique, Poutine lance une nouvelle dynamique**

Alors que l'UE se suicide à coups de politiques d'austérité, à Moscou une union douanière, faite d'échanges physiques et technologiques, est en gestation.

Le 24 décembre, le président russe Vladimir Poutine a accéléré le mouvement vers la création de l'Union économique eurasiatique (UEA), au cours d'un sommet à Moscou, auquel participaient les pays membres de l'Union douanière, Russie, Kazakhstan et Biélorussie. Étaient aussi présents les chefs d'État du Kirghizstan et de l'Arménie, qui ont entamé les démarches pour devenir membres. Le Premier ministre ukrainien d'alors y participait aussi en tant qu'observateur.

L'économiste et stratège Lyndon LaRouche, notre ami outre-Atlantique, s'est réjoui de ce sommet, car c'est une attaque supplémentaire contre la tentative de réseaux atlantistes, via l'Union européenne, de porter un coup à la Russie, en attirant l'Ukraine dans une Union européenne qui ne représente pas aujourd'hui, pas plus que les États-Unis, une union économique viable.

Bien que les contours de cette Union eurasiatique que veut créer la Russie, ne soient pas encore très précis, LaRouche a salué l'intention qui la fonde : une volonté de créer un espace souverain de développement économique, d'intérêt commun, au moment où la zone transatlantique sombre dans la crise financière. Ce n'est pas une victoire de la zone eurasiatique sur la zone transatlantique, a dit LaRouche, mais c'est un pas dans la bonne direction.

Vladimir Poutine l'a, au contraire, affirmé dès le début du sommet, « nous créons l'Union eurasiatique pour renforcer nos économies et assurer leur développement harmonieux et leur rapprochement ». Il a défini « la coopération juste et mutuellement avantageuse, sur un pied d'égalité » comme l'un des principes de base de l'UEA, ainsi que, « le plus important », comme étant l'amélioration du bien-être des citoyens.

L'UEA pousse plus loin l'Union douanière (UD) et l'espace économique commun établis entre la Russie, le Kazakhstan et la Biélorussie entre 2010 et 2012, pour créer une zone économique intégrée et souveraine s'étendant à l'Asie centrale. Si les

pays concernés sont issus de l'ancien bloc soviétique et ont de ce fait conservé des liens économiques forts, c'est plutôt un vent de type rooseveltien qui les inspire. La libre circulation des biens, personnes, services et capitaux que permettra à terme l'UEA, ne se fera donc pas entre pays aux niveaux économiques très différents, comme l'Ukraine et l'UE. Surtout, elle s'accompagne d'une volonté politique forte de développer les secteurs productifs à forte valeur ajoutée.



Il faut dire que les premiers résultats de l'Union douanière sont déjà encourageants. Les échanges commerciaux entre les trois pays de l'UD ont augmenté de 87 % de 2010 à 2012, alors qu'ils n'ont augmenté que de 50 % avec le reste du monde. Entre 2011 et 2012, ils étaient constitués à 37 % d'hydrocarbures (exportés principalement de Russie vers le Kazakhstan et la Biélorussie), à 21 % de moyens de transport et à 13 % de produits sidérurgiques. Les exportations biélorusses vers le Kazakhstan (22 % de véhicules, 20 % de machines-outils) ont augmenté, comme les exportations russes vers le Kazakhstan, constituées à 26 % de carburants, 15 % de machines-outils et 11 % de métaux. Si la part de biens à haute valeur ajoutée échangée reste faible, comme les produits hightech, elle tend à augmenter, tandis que celle des matières premières tend à baisser, signe de relations économiques de meilleure qualité, comme s'en est réjoui Poutine le 24 décembre.

La Banque eurasiatique de développement fondée en 2009 a intensifié ses activités, finançant en grande partie des projets industriels liés à l'énergie, le développement des transports, l'extraction des minerais, l'agriculture. Une société conjointe de transport a été créée par les opérateurs ferroviaires des trois pays, la United Transport Logistic Company, dont les investissements devraient atteindre 6,2 Md\$ d'ici à 2020, pour un gain de 1,1 Md\$ pour le PIB des trois pays. Enfin, en janvier 2013, un centre pour l'innovation technologique a été créé, le centre conjoint de l'Eurasec.

Il sera établi prochainement que dans l'UEA, le vote de chaque pays aura le même poids (actuellement, le vote de la Russie compte plus que celui des deux autres pays). Quant aux conditions politiques d'entrée imposées par l'UE, l'entrée dans l'UD puis l'UEA ne met pas de conditions sur le régime et la vie politiques des pays membres.

Sans vouloir encenser la Russie, la Chine ou d'autres pays du Pacifique, une croissance robuste domine cette partie du monde, alimentée par le progrès scientifique et la volonté de maîtriser de grands défis, comme l'exploration spatiale ou la maîtrise de l'atome. Tel n'est plus le cas dans la zone transatlantique, livré aux spéculations financières. Le progrès de l'économie physique a, lui, changé de camp.

12 décembre 2012--Le Conseil russe pour l'étude des forces productives, une institution formée conjointement par l'Académie russe des sciences et le ministère russe pour le Développement économique, a produit une vidéo très intéressante, intitulée Eurasie-Amérique par le Tunnel du détroit de Béring, sur le premier grand projet intercontinental de l'histoire.

Cette vidéo de 8 minutes, qui a gagné le Grand prix pour l'innovation à l'Exposition universelle de Shanghai de 2010, est maintenant disponible depuis quelques mois sur youtube (voir ci-dessous). Elle retrace l'histoire du projet, depuis le XIXème siècle, en passant par l'accord donné en 1902 par le gouvernement russe au projet de l'ingénieur français Loicq de Lobel, puis la proposition de Franklin Roosevelt de relier l'Alaska à la Russie par un tunnel en 1942, jusqu'aux récents travaux d'extension du transsibérien vers Iakoutsk entre 2006 et 2011 et autres extensions prévues jusqu'au détroit lui-même d'ici 2030.

Intégrant de nombreuses images de synthèse, on y trouve également les principales données géographiques et techniques du projet, ainsi qu'une présentation de son impact sur l'ensemble de l'économie mondiale.

La vidéo se termine sur une citation de l'ancien gouverneur de l'Alaska Walter Hickel : « Pourquoi la guerre ? Pourquoi pas un

grand projet ? »



[Eurasie-Amérique par le tunnel du détroit de Béring](#)

## Face à la guerre et au sous-développement : le programme chinois de chemins de fer à grande vitesse

Comme le rapportait le Figaro le 9 mai dans le cadre d'[un article sur le projet chinois](#) pour la construction d'un chemin de fer à grande vitesse sous le détroit de Béring, il est clair que contrairement à l'Europe, « face à une économie qui s'essouffle, la Chine entend accélérer le développement des infrastructures et mise de plus en plus sur les trains à grande vitesse pour tracter la croissance ».

Ainsi, « Pékin entend se lancer dans la construction de la plus importante ligne ferroviaire au monde, d'une longueur record de 13 000 kilomètres », une ligne à grande vitesse qui traverserait la Sibérie, le détroit de Béring par un tunnel de 200 km, puis l'Alaska et le Canada, pour se rendre jusqu'aux États-Unis. Mais le programme chinois va bien au-delà d'un simple projet, aussi spectaculaire qu'il soit.

Le *Beijing Times* publie ainsi un long entretien avec Wang Mengshu, de l'Académie chinoise d'ingénierie, montrant comment son pays a décidé, grâce à sa nouvelle expertise en termes de lignes à grande vitesse, de reprendre à son compte la stratégie élaborée par les États-Unis au cours du 19<sup>e</sup> siècle pour le développement d'un réseau ferré couvrant l'ensemble du continent eurasiatique. Ce programme avait alors été contré par l'Empire britannique, notamment grâce à ses préparatifs pour une Première Guerre mondiale.

Le professeur Wang a résumé comme suit les quatre grands axes adoptés par la Chine en matière d'infrastructure ferroviaire :

1. Une ligne eurasiatique se divisant en deux branches, l'une passant par le Kazakhstan et l'autre par la Russie, traversant le nord de la Chine entre Manzhouli (sur la frontière occidentale avec la Russie) et Khabarovsk, sur la frontière orientale entre les deux mêmes pays ;
2. Une ligne passant par l'Asie centrale, partant d'Urumqi en Chine et traversant le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan, l'Iran et la Turquie, pour ensuite se rendre en Allemagne ;
3. Une ligne panasiatique (ou transasiatique) partant de Kunming pour traverser le Vietnam, la Thaïlande et la Malaisie, jusqu'à Singapour ;

4. Une ligne traversant le nord-est de la Chine et la Sibérie vers Chukotka, d'où elle s'élancera vers le tunnel sous le détroit de Béring, pour arriver en Alaska. Une discussion est en train d'avoir lieu entre la Chine et la Russie concernant l'écartement des voies, la Chine souhaitant utiliser la norme internationale, de 1435 mm, et la Russie sa propre norme, de 1524 mm.



Wang a expliqué que les parties domestiques des deux première lignes progressaient rapidement, alors que les segments situés au-delà des frontières étaient encore au stade des discussions. Sur la ligne transasiatique, les travaux ont commencé pour la partie vers le Myanmar. La ligne sibérienne en est pour sa part au stade des négociations. Wang a indiqué clairement que la Chine était prête à financer une partie du tunnel sous le détroit de Béring.

Le professeur souligne les bénéfices d'une telle politique pour la Chine, qui pourrait échanger les ressources financières investies dans de telles infrastructures pour des matières premières que possèdent les autres pays partenaires. Dans le cas de Myanmar, il s'agirait de potasse (principale source d'engrais minéral). Pour d'autres pays, il pourrait s'agir de pétrole, de gaz et de divers minéraux. Les ingénieurs chinois seraient également dotés d'un tremplin pour exporter leur savoir-faire à l'échelle internationale. L'expérience acquise dans le percement d'un tunnel sous le détroit de Béring permettrait aussi à la Chine de construire un tunnel similaire entre Fujian et Taiwan, a-t-il expliqué.

Trois grands défis restent à relever. L'un est le financement, et même si la Chine a proposé de mettre en place un fonds d'investissement pour l'infrastructure, elle souhaiterait que d'autres sources de capitaux soient impliquées. Ensuite, il y a les défis liés à la logistique, notamment la formation du personnel et la réduction des délais en termes de douane, d'inspection et autres tâches de ce genre. Sinon les avantages liés à la grande vitesse seraient vite amoindris. Finalement, il y a les questions liées aux obstacles géographiques : l'immense étendue de l'Eurasie, la hauteur inégale de ses montagnes, ses vastes fleuves et lacs, la complexité de l'environnement géologique.

Le professeur reste cependant confiant que ces défis peuvent être relevés, et que ces ambitieux projets seront bénéfiques tant pour la Chine que pour le reste du monde.

### L'Afrique n'est pas oubliée

En plus de tous ces projets à travers l'Eurasie et vers l'Amérique du Nord, l'Académie chinoise d'ingénierie discute également d'un programme de chemins de fer pour l'Afrique.

Lors d'un discours prononcé le 8 mai à Abuja, au Nigéria, dans le cadre du Forum économique mondial pour l'Afrique, le Premier ministre chinois Li Keqiang a proposé de relier les capitales africaines par des lignes ferroviaires à grande vitesse, [selon le China Daily](#). Il a fait remarquer que l'Afrique compte pour 23 % de la masse continentale totale, mais seulement 7 % des voies ferrées. Treize pays africains n'ont toujours pas de chemin de fer.

Il a déclaré que des pays africains et la Chine se lanceraient dans des projets de recherche et développement conjoints sur la technologie à grande vitesse, coopérant dans la planification, la construction et l'exploitation des futures lignes ferroviaires. La Chine aiderait également l'Afrique dans la construction d'autoroutes et d'aéroports. Elle a décidé d'augmenter de 10 milliards de dollars sa ligne de crédit pour l'Afrique, en plus des 20 milliards déjà mis sur la table. Le fonds de développement Chine-Afrique disposera de 2 milliards de dollars supplémentaires, pour une capitalisation totale de 5 milliards. « L'histoire et la situation actuelle le montrent clairement : le développement de la Chine fournit à l'Afrique de nouvelles opportunités : l'Afrique se développe, et la Chine en bénéficie elle aussi », a déclaré le Premier ministre chinois.

Il est clair qu'au lieu de la politique belliqueuse de pivot asiatique et de contrôle géopolitique mise en œuvre par Barack Obama et ses contrôleurs britanniques, la Chine accélère ses efforts pour un développement mutuel axé sur les technologies les plus avancées. Seule une telle politique sera capable de tirer le monde de la guerre, du sous-développement et de la dépression économique, tous trois héritage de l'impérialisme financier associé à la City de Londres et à Wall Street.



### La nouvelle Route de la soie ou la guerre

<http://www.comiterepubliquecanada.ca/article3654.html>

## La nouvelle Route de la soie et un tunnel sous le détroit de Béring : l'intention Westphalienne de la Chine

16 mai 2014 --(CRC)--Un article de Fabien Deglise paru dans *Le Devoir* du 14 mai "[De Pékin à Montréal ... en train - le projet grandiloquent du gouvernement chinois](#)" reprend certains éléments d'un article paru originellement le 8 mai dans le *China Daily* puis repris et modifié le jour même par [theguardian.com](#) et le [service de presse du Comité pour la République du Canada](#).

Malheureusement, *Le Devoir* n'a pas tenté d'approfondir le dossier comme il aurait sans doute pu le faire en retraçant, par exemple, la genèse du projet ainsi que ses principaux acteurs ! *Le Devoir* a préféré rapporté la nouvelle comme une trouvaille intéressante, un projet que son journaliste qualifie de 'grandiloquent', alors qu'en réalité, nous sommes en présence d'un plan stratégique endossé par les dirigeants Russes et Chinois afin d'éliminer le concept même de géopolitique de l'Empire britannique qui nous a déjà mené à deux guerres mondiales !

### La genèse du projet et l'influence de l'Institut Schiller

*Le Devoir* mentionne brièvement qu'« en 2007, la Russie a redonné de la résonance à ce projet à l'occasion d'une conférence à Moscou. Plusieurs pays, dont le Canada, y ont été invités à financer les études de faisabilité de ce projet qui, à terme, pourrait faciliter l'accès aux ressources naturelles encore inexploitées de la Sibérie orientale. Il est question ici de métaux rares, prisés par les nouvelles technologies, et d'hydrocarbures. »

Notre [Institut Schiller](#) est très familier avec cette conférence qui eut lieu à Moscou le 24 avril 2007, car nous y avons participé en tant que conférencier. La conférence s'intitulait : [Megaprojects of Russia's East : A Transcontinental Eurasia-America Transport Link via the Bering Strait](#). La conférence avait été organisée par l'Académicien Alexander Granberg, qui à l'époque était le président du Conseil russe pour l'étude des forces productives (SOPS), une institution formée conjointement par l'Académie russe des sciences et le ministère russe pour le Développement économique. Quelques mois plus tard, plusieurs des organisateurs de la conférence de Moscou participèrent en tant que conférenciers invités à une conférence de l'Institut Schiller qui se tint en Allemagne sur le même thème.

Il y a deux ans, ce même groupe d'académiciens russes (SOPS) ont produit une vidéo très intéressante intitulée [Eurasie-Amérique par le tunnel du détroit de Béring](#), sur le premier grand projet intercontinental de l'histoire.

Le 11 décembre 2007, le Comité pour la République du Canada organisait une conférence à Ottawa sur le projet NAWAPA,

le pont terrestre eurasiatique et le tunnel sous le détroit de Béring. Les conférenciers en provenance du Canada, des États-Unis et du Mexique adressèrent une audience de plus de cent invités, y compris la présence de plusieurs représentants d'ambassades. La conférence était intitulée : [Le Canada dans le monde eurasiatique de demain](#)

Quant à la genèse du projet de la nouvelle route de la Soie proposé par la Chine, Madame Helga Zepp-LaRouche, la présidente internationale de l'Institut Schiller, présenta le plan de son Institut pour un *pont terrestre eurasiatique* à la conférence du gouvernement chinois qui eut lieu à Beijing le 7 mai 1996 intitulée : "*International Symposium on Economic Development of the Regions along the Euro-Asia Continental Bridge*". Depuis lors, Madame LaRouche, celle que l'on surnomme affectueusement en Chine, "*la dame de la nouvelle Route de la soie*", est retournée à plusieurs reprises en Chine, notamment [en avril dernier où elle fut interviewée par de nombreux medias dont CCTV](#).

Les propos que tenait Madame Zepp-LaRouche, lors de ces entrevues avec les medias chinois, portaient invariablement sur comment réaliser les objectifs communs de l'humanité : plus particulièrement comment construire cette [nouvelle Route de la soie](#), comment accélérer la recherche dans le domaine de l'énergie nucléaire, surtout la fusion nucléaire, et sur la collaboration internationale dans [la conquête de l'espace](#).

Présentement la Chine mets énormément d'efforts dans cette direction, car seule cette politique pour un développement mutuel axé sur les technologies de pointe pourra tirer le monde de la guerre, du sous-développement et de la dépression économique, tous trois héritage de l'impérialisme financier associé à la City de Londres et à Wall Street.

Il est clair que si le Canada et les États-Unis décidaient d'accepter l'offre Sino-Russe d'une collaboration internationale autour de ce premier grand projet intercontinental, nous pourrions créer, dans l'esprit d'un nouveau Traité de Westphalie, la base solide nécessaire pour asseoir une paix mondiale tant recherchée en ce printemps 2014.

Voilà pourquoi **De Pékin à Montréal...en train. Le projet Westphalien du gouvernement chinois** aurait été un titre plus approprié pour décrire la promotion par la Chine de ce premier grand projet intercontinental de l'histoire ; à condition, bien sur, de vouloir communiquer aux lecteurs du Devoir la véritable intention du gouvernement chinois d'offrir cette proposition de 'paix par le développement' comme alternative à la politique belliqueuse du "pivot" asiatique mis en place par l'administration Obama.

Gilles Gervais



Troisième partie

## **L'Eurasie : une perspective historique**

Eurasie, Lincoln et Carey

Helga Zepp-LaRouche en Chine,  
pour promouvoir la Route de la soie

La carte politique du monde change,  
Mendeleïev aurait été d'accord

# Eurasie, Lincoln et Carey

D'après un discours rédigé en 1997 par un collaborateur de l'économiste américain Lyndon LaRouche, l'historien Anton Chaitkin.

Lors d'un entretien radiodiffusé le 8 janvier 1997, Lyndon LaRouche lançait, pour la première fois depuis le XIXe siècle, l'idée d'un ambitieux programme de développement économique pour tout le continent eurasiatique.

*« Si l'on regarde la population chinoise, celle de l'archipel des océans Indien et Pacifique, du sous-continent indien, etc., on constate qu'une grande majorité de la population mondiale est dans une dynamique de développement. C'est là que réside le potentiel pour la croissance future de l'humanité et de son économie. »*

*« Si vous prenez les traditionnels centres de production de machines-outils en Europe, situés dans le triangle approximatif que forment Paris, Lille, Berlin et Vienne, et que vous accrochez à cette locomotive de l'économie mondiale les plus grands centres de croissance économique dans le monde à travers un Pont terrestre, vous déclencherez une véritable révolution économique mondiale. »*

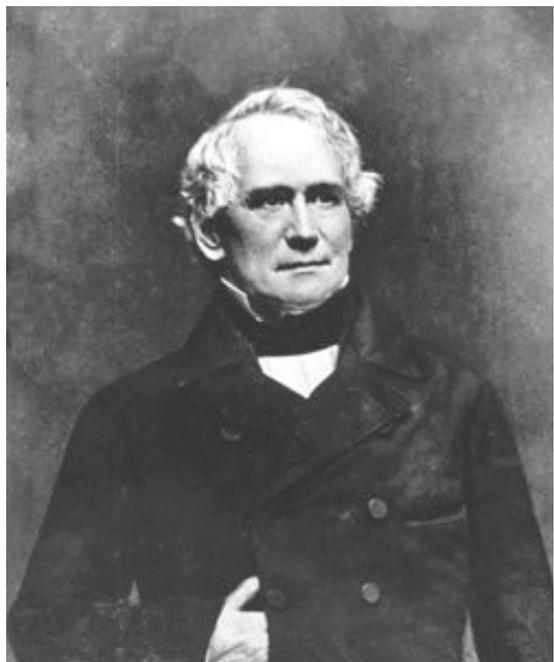
*« Cela, l'Empire britannique (1) est déterminé à l'empêcher à tout prix... »*

Aujourd'hui, la bataille entre partisans et opposants d'une telle politique eurasiatique est au centre de l'actualité mondiale, comme elle le fut à la fin du XIXe siècle, lorsqu'une tentative similaire fut promue par les forces associées au président américain Abraham Lincoln, en dépit de son assassinat en 1865.

La première tentative d'établir un « Pont terrestre » pour développer le continent eurasiatique fut lancée au lendemain de la guerre civile américaine (1861-1865), par les réseaux patriotiques (anti-impérialistes) qui souhaitaient bâtir une communauté mondiale d'État-nations pleinement industrialisés, capable de s'opposer à la politique de libre-échange de l'Empire britannique.

Le principal artisan de cette politique fut Henry Carey, le principal conseiller économique du président Lincoln, qui animait également un dense réseau d'industriels, militaires, scientifiques et dirigeants politiques. Ce réseau fut malheureusement écarté du pouvoir au début du XXe siècle, lorsque des intérêts financiers de Londres et de *Wall Street*, associés notamment à la banque JP Morgan, parvinrent à prendre le contrôle du processus politique aux États-Unis. En dehors des présidences de Franklin Roosevelt et John F. Kennedy, les États-Unis sont restés depuis lors fidèles à ces intérêts.

## Henry Carey et le « Système américain d'économie politique »



*Henry C. Carey (1793 -1879) est le plus renommé et le plus respecté des économistes américains de l'époque.*

Ses écrits ont été traduits en plusieurs langues, tant en Europe qu'en Asie. Avec les économistes qui l'ont précédé, Friedrich List et Henry Clay, mais aussi avec Alexander Hamilton, il représente l'École américaine d'économie, par opposition aux théories économiques servant à justifier les politiques impérialistes des principales puissances européennes. Ses principaux opposants (quoique pas nécessairement ses contemporains) furent John Stuart Mill, Thomas Malthus, David Ricardo et Adam Smith, de l'École britannique d'économie.

Cette faction patriotique s'était établie principalement à Philadelphie, dans la continuité des réseaux développés par le grand révolutionnaire américain Benjamin Franklin. Son programme : développer un vaste réseau de chemins de fer sous la responsabilité du gouvernement fédéral, éducation publique, protection des industries naissantes et aide publique à leur développement (financée par des taxes sur les importations), ainsi qu'à l'agriculture et à la recherche scientifique.

Lorsque Abraham Lincoln fut élu député au Congrès en 1846, il rédigea des notes sur la question des tarifs douaniers, dénonçant la doctrine britannique du libre-échange comme étant responsable de la faillite de nombreux pays et de la destruction de leur population et de leur industrie. Une fois élu à la présidence, Lincoln mit en œuvre le programme économique élaboré par Carey, réalisant notamment un chemin de fer transcontinental qui atteignit la Californie en 1868. Le projet, financé par le gouvernement fédéral à hauteur de 64 millions de dollars, fut construit principalement par l'armée américaine. Une seconde ligne transcontinentale fut ensuite lancée à destination de Seattle, sur la côte Pacifique.

Dès lors, vers 1869, les réseaux de Carey se mobilisèrent pour le développement du monde entier, en particulier l'Europe et l'Asie, grâce à une dynamique de progrès scientifique et technologique permettant d'endiguer les intérêts esclavagistes associés à l'Empire britannique.

En 1869, Henry Carey fut chargé de la politique américaine à l'égard de la Russie et du Japon. Ce dernier était connu pour ses prises de position pro-russes au moment de la guerre des puissances européennes contre la Russie en Crimée, en

1854. Pour Carey,

Les Etats-Unis devaient soutenir la Russie contre l'Angleterre et la France dans ce conflit. Il se rendit secrètement en Russie quatre ans plus tard, en 1859, pour négocier le soutien des Russes au gouvernement de l'Union dans la Guerre civile américaine. Ceux-ci envoyèrent effectivement des navires pour briser le blocus naval organisé par les forces britanniques, françaises et confédérées contre Lincoln.

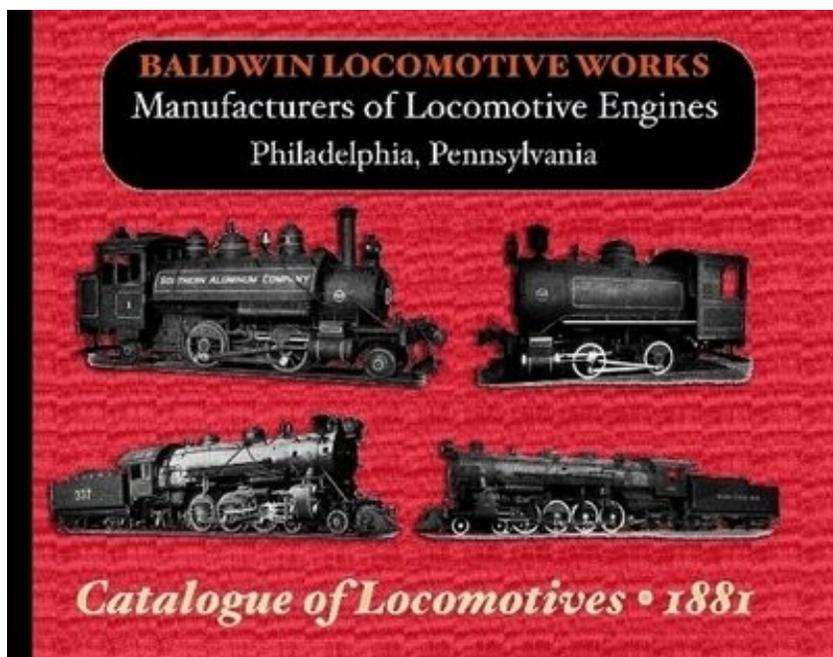
Une décennie plus tard, en 1869, au cours d'un dîner organisé par Carey en l'honneur du nouvel ambassadeur américain en Russie, Andrew Curtin (ex gouverneur de Pennsylvanie), le général américain Joshua T. Owen proposa la construction en Russie d'une liaison ferroviaire traversant le continent jusqu'au Pacifique, car la « gloire ne peut être atteinte que par l'accomplissement de grandes réalisations, qui tendent à faire avancer la civilisation et à développer la richesse matérielle de la population »

Un an auparavant, en 1868, une révolution avait eu lieu au Japon, la restauration des Meiji, au cours de laquelle les seigneurs guerriers féodaux avaient dû céder la place à un gouvernement central moderne, placé sous l'autorité du Prince Iwakura. Ceci ouvrit la voie à une ambitieuse initiative de développement et d'industrialisation, à laquelle participaient étroitement les réseaux de Carey, jetant les bases de la future puissance économique nipponne. Les associés de Carey conseillèrent l'empereur japonais sur la politique économique à suivre, protectionniste et dirigiste, afin d'éviter que le pays ne tombe dans les mains des intérêts libre-échangistes britanniques qui dominaient alors la Chine, depuis les sinistres Guerres de l'opium.

## Industrialiser le monde

Comme le montrent les archives de la société des locomotives Baldwin à la *Smithsonian Institution* de Washington, des milliers de locomotives furent exportées par la célèbre firme de Philadelphie vers de nombreux pays, dont la Russie et le Japon, dans le cadre d'un programme de développement soigneusement planifié et mis en œuvre par des intérêts partageant la même vision économique que Carey. La société Baldwin n'était qu'un élément d'un vaste ensemble d'institutions marquées par les idéaux de la Révolution américaine, formant un groupement d'intérêts rassemblé autour de l'Institut Franklin pour la recherche scientifique et technologique, dirigé à cette époque par Alexander Dallas Bache, l'arrière petit-fils de Benjamin Franklin.

Dallas Bache et son Institut travaillaient de concert avec de grands scientifiques allemands, dont Humboldt, Gauss et Weber, dans de nombreux projets tant au niveau de la recherche technique que « fondamentale ». Faisaient partie du même réseau de l'Université de Pennsylvanie, alors contrôlée par Carey et ses amis, d'importants fabricants de machines-outils, de même que les aciéristes Carnegie et Bethlehem Iron/Steel. Ce groupe s'était lui-même baptisé les « Intérêts de Philadelphie », pour se démarquer des intérêts financiers de *Wall Street* déjà largement dominés par l'Empire britannique et le blanchiment des revenus du commerce de l'opium entre l'Inde et la Chine.



des milliers de locomotives furent exportées par la célèbre firme de Philadelphie

## L'Empire contre-attaque

La riposte britannique à l'émergence et la progression rapide de ces intérêts ne se fit pas attendre. Leurs efforts se concentrèrent sur la maison bancaire Jay Cooke, elle aussi domiciliée à Philadelphie, principale source de financement privé des projets entrepris par les forces de Carey.

S'appuyant également sur une série de scandales visant à dénigrer les chemins de fer, les Britanniques réussirent à intimider les membres du Congrès et à faire cesser toute subvention ou autre forme de soutien à ce projet. Un terrible krach financier s'ensuivit, celui de 1873, balayant du même coup la maison bancaire Jay Cooke. Le pays sombra dans une profonde dépression.

Henry Carey, alors âgé de 80 ans, refusa toutefois de baisser les bras. Il répondit par une série d'initiatives audacieuses qui allaient changer durablement la face du monde.

Son premier coup fut la publication en 1876 d'une brochure impitoyable, intitulée *Le commerce, le christianisme et la civilisation VS le libre-échange britannique*, plus connue par son sous-titre « Lettres en réponse au *Times* de Londres ». Cette brochure dénonçait virulemment les pratiques dévastatrices et hypocrites imposées par l'Empire britannique au nom de la «

grande Réforme », celle du « christianisme, de la civilisation et du libre-échange ». Remarquez que ces pratiques sont toujours imposées aujourd'hui, au besoin par la force, au nom d'une autre « réforme », celle de la « démocratie, de la civilisation et du libre-échange ». Un seul terme a changé ...

Le *Times*, auquel répondait Carey dans ses lettres, avait affirmé que le libre-échange se voyait de plus en plus critiqué à cause de l'influence grandissante d'« ignorants », d'« imbéciles », de « malhonnêtes » et d'« hérétiques ».

Dans sa réponse, Carey dénonça avec force les dirigeants de l'Eglise d'Angleterre, la monarchie, pour leur caution et rôle actif dans les Guerres de l'opium contre la Chine, ainsi que dans le pillage de l'Inde, transformée en champ d'opium dont la production était exportée de force en Chine au nom du libre-échange. Il montrait ensuite comment ces Indiens se retrouvaient esclaves aux Antilles (West Indies), elles aussi contrôlées par l'Empire Britannique.

## L'émergence de l'Allemagne

Des intellectuels allemands, dont l'industriel Wilhelm von Kardorff, se hâtèrent de traduire la brochure de Carey, afin de peser dans le débat sur la nouvelle politique économique que comptait adopter le chancelier Bismarck. Le pays cherchait alors à s'affranchir de plusieurs décennies de sous-développement, causées par la doctrine britannique du libre-échange.

Ainsi, à partir de 1879, une importante réforme basée sur des tarifs douaniers élevés et un programme volontariste de développement technologique et industriel furent mis en œuvre, le tout accompagné d'une meilleure protection sociale à l'égard des travailleurs et d'une croissance fulgurante de l'emploi et des salaires. Un impressionnant réseau de chemins de fer fut également construit. L'Allemagne se joignait ainsi aux Etats-Unis comme moteur du développement économique mondial.

En 1876, année du premier centenaire de la Révolution américaine, la plus grande exposition industrielle jamais vue eut lieu à Philadelphie. Cent mille visiteurs s'y précipitèrent le jour de l'inauguration, et un million au total s'y rendirent, en provenance du monde entier.

*« Tous ces pavillons, dont plusieurs de vaste dimension, produisent, avec les principaux halls, une impression semblable aux mouvements d'une puissante fugue, dans le sens où toutes les voix reprennent à nouveau le thème principal, mais chacune avec son propre caractère, s'entremêlant et se tissant avec les autres motifs, jusqu'à ce que, au final, tout cet incroyable orchestre-industrie, rugissant et vrombissant, se rassemble pour porter le thème à sa conclusion. Jamais auparavant une telle impression générale n'avait été obtenue avec autant de perfection. »*

### Première lettre, 2 juin 1876

*« Nous souhaitons tout d'abord souligner (...) qu'au cours des récentes décennies, l'industrie américaine a réussi à se hisser, dans sa plus grande partie, à d'admirables sommets. Elle peut remercier pour cela non seulement la qualification d'une main d'œuvre intelligente, formée par une part considérable d'Allemands, mais aussi, sans l'ombre d'un doute, les tarifs protecteurs. (...) De plus, la majeure partie de l'industrie américaine a cherché à se renforcer par la qualité de ses produits. Elle est ainsi arrivée, petit à petit, à repousser une longue file de produits importés. Les principaux moyens pour y arriver sont, premièrement, la machine, qui économise la force physique et deuxièmement, l'intelligence humaine sous la forme de la qualification de la main d'œuvre, en accordant des salaires élevés. Les deux facteurs fournissent des produits qui, à des prix relativement faibles, sont assez bons et dans leur grande partie d'excellente qualité. »*

### Neuvième lettre, 25 août 1876

Un autre entrepreneur allemand d'importance se rendit également à l'exposition de Philadelphie, Emil Rathenau. Celui-ci allait former quelques années plus tard avec un autre protégé de Carey, Thomas Edison, une entreprise qui se donnerait pour tâche l'électrification du monde entier. A eux deux, ils réussirent à électrifier l'Autriche, la Suisse, l'Italie, la France, la Belgique, l'Espagne, la Roumanie, la Bulgarie, la Russie, la Pologne, le Danemark, la Norvège, la Suède, l'Afrique du Sud, le Mexique, le Brésil, le Chili, l'Argentine, le Japon ainsi que la Chine, sans oublier bien sûr l'Allemagne et les Etats-Unis.

## Naissance de l'industrie russe

Le pavillon de la Russie exposait quelques-unes des machines produites dans le pays, ainsi que le travail de l'Institut de la technologie appliquée de Saint-Petersbourg et de l'Ecole technique impériale. Il s'agissait là des débuts du développement industriel du pays.

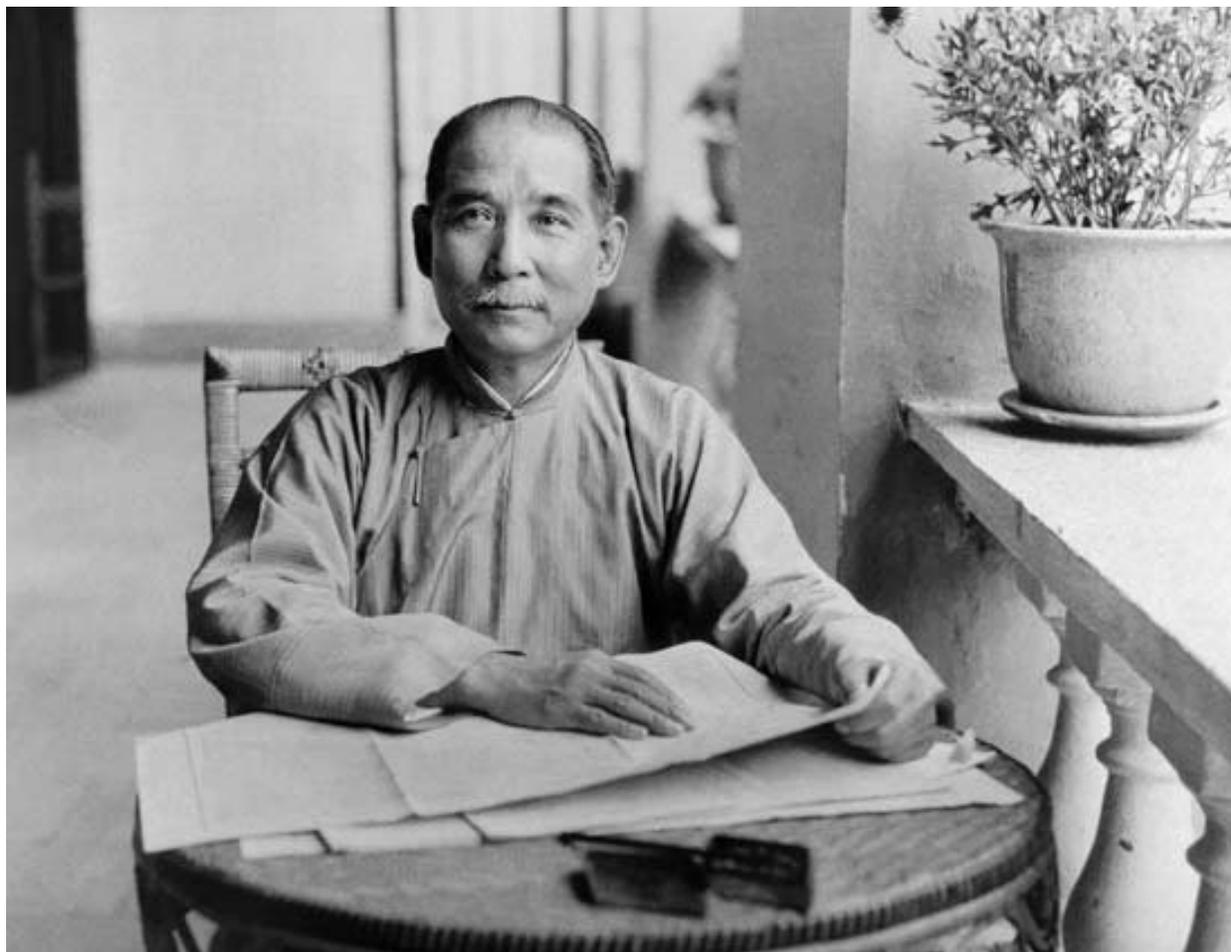
Une personnalité de premier plan, le scientifique Dimitri Mendeleïev, célèbre auteur du tableau périodique des éléments, vint lui aussi visiter l'exposition et, bien entendu, conférer avec Carey et ses amis. Disciple de l'économiste allemand Friedrich List, pourfendeur de l'idéologie du libre-échange, Mendeleïev a lui-même rédigé de nombreux livres et articles sur cette question, dont un intitulé *Un tarif intelligent, ou enquête sur le développement de l'industrie russe en rapport avec le Tarif général de 1891*. C'est lui qui rédigea la politique douanière de la Russie à la demande du ministre russe des Finances, le comte Serge Witte. Ce dernier fut le principal artisan de la politique de construction des chemins de fer russes, dont le célèbre Transsibérien, qui allait être réalisé au cours des années 1890. La société Baldwin allait, comme on pouvait s'y attendre, fournir les locomotives et Carnegie Steel, les rails nécessaires.

Un autre émissaire de Carey, Wharton Barker, fut embauché par le Tsar en 1878 pour superviser la construction des navires de guerre russes commandés auprès des chantiers navals de Philadelphie. Il se rendit ensuite dans le sud de la Russie pour participer à son industrialisation.

## Bataille pour libérer la Chine

Un représentant de Wharton Barker, Eugene Mitkiewicz, avait signé en 1886 un important contrat avec le gouvernement chinois en vue d'y construire un ambitieux réseau de chemins de fer. Les plans prévoyaient aussi d'instituer une banque

nationale pour financer le projet, ainsi que la construction de lignes téléphoniques et d'une multitude d'usines dans toute la Chine.



*Les réseaux de Carey réussirent à semer les germes de ce qui deviendra la révolution chinoise de 1911, grâce aux efforts de l'un de leurs jeunes protégés, le Dr Sun Yat-sen (1866-1925) qui deviendra le président du pays.*

Le gouvernement britannique exerça de fortes pressions sur son homologue chinois et réussit à faire annuler le contrat, dont une copie confiée aux archives nationales de Washington est parvenue jusqu'à nous. Barker revint à la charge en 1895 mais le plan fut de nouveau avorté sous la pression des Anglais.

Ce sera finalement à partir d'Hawaï que les réseaux de Carey réussirent à semer les germes de ce qui deviendra la révolution chinoise de 1911, grâce aux efforts de l'un de leurs jeunes protégés, le Dr Sun Yat-sen. C'est depuis le domicile de Frank Damon, dont le père, Samuel Damon, était un proche de Carey, que le mouvement révolutionnaire s'organisa pour renverser l'infâme dynastie Qing et jeter les bases de la Chine moderne.

Les patriotes américains et européens seront-ils capables de poursuivre ce grand chantier eurasiatique envisagé par Carey et, cent ans plus tard, par LaRouche ? A nous de faire en sorte qu'il en soit ainsi.

# Helga Zepp-LaRouche en Chine, pour promouvoir la Route de la soie

4 mars 2014--La présidente de l'Institut Schiller Helga Zepp-LaRouche s'est rendue en Chine à la fin du mois de février, où elle a prononcé une série de discours devant des groupes d'intellectuels et d'universitaires à Beijing et à Shanghai sur les perspectives économiques et stratégiques mondiales.

Ce voyage a été organisé suite [au lancement](#), par le président chinois Xi Jinping l'année dernière, de la Zone de développement de la [route de la soie](#) (Silk Road Economic Belt, SREB), associant plus de 24 villes de huit pays différents dans un vaste programme de coopération et d'échanges commerciaux au centre du continent eurasiatique. Ce projet est lui-même une réponse, par les autorités chinoise, au concept de Nouvelle route de la soie lancé par Helga Zepp-LaRouche [il y a maintenant vingt ans](#).

Zepp-LaRouche a rappelé à plusieurs occasions au cours de son voyage que [la Route de la soie](#) ne pouvait être réduite, comme plusieurs ont tendance à le faire aujourd'hui en Chine et ailleurs, à un simple réseau de lignes ferroviaires. Lorsque le ministère chinois des Sciences et de la technologie avait invité Zepp-LaRouche à Beijing en 1996 pour discuter de la *Nouvelle route de la soie*, celle-ci avait montré dès le départ qu'il s'agissait de véritables corridors de développement, impliquant la construction de nombreuses villes et d'un enchevêtrement d'infrastructures de transport de passagers, de fret, d'électricité et d'hydrocarbures (pipeline et gazoducs), constituant une trame tirant les vastes régions d'Asie centrale de l'isolement et du sous-développement. La présidente de l'Institut Schiller a également insisté sur la nécessité de jeter les bases d'une renaissance de la culture, et de ne pas se limiter à de simples considérations économiques.

Une multitude de contacts ont été pris pour établir les bases d'une coopération plus extensive et approfondie avec l'Institut Schiller, en particulier avec la nouvelle génération qui est entrée en scène depuis son voyage de 1996.



*Les chefs d'Etat des six pays membres de l'OCS (Chine, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Russie et Tadjikistan)*



Plusieurs personnes qui ont été impliquées dans la promotion et la mise en œuvre de cette politique à l'époque ont organisé un banquet en l'honneur d'Helga Zepp-LaRouche à Beijing, pour célébrer les extraordinaires avancées accomplies depuis.

Zepp-LaRouche a également souligné auprès de ses interlocuteurs les efforts menés par l'Institut Schiller pour empêcher que la crise ukrainienne ne débouche sur un conflit thermonucléaire entre la Russie et les Etats-Unis, de manière à ce que la SREB voulue par le Président chinois au cœur de l'Asie puisse s'affirmer, d'ici la fin de ce siècle, comme principal moteur des relations économiques, culturelles et stratégiques sur tout le continent eurasiatique, de Shanghai à Brest.



**La nouvelle Route de la soie peut annoncer  
le début d'une nouvelle époque**

<http://www.committeerepubliccanada.ca/article4394.html>



**Helga-Zepp LaRouche sur CCTV :  
relancer la Route de la soie ouvrira une nouvelle ère**

<http://www.committeerepubliccanada.ca/article4490.html>

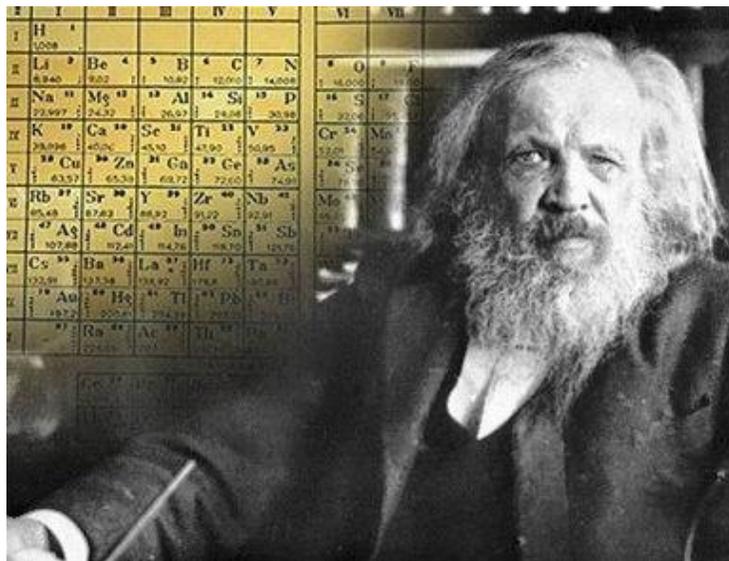
# La carte politique du monde change, Mendeleïev aurait été d'accord

*Ce texte a été rédigé par Lyndon LaRouche le 13 mars 2007 pour être présenté le 24 avril à la conférence de Moscou sur le thème d'une « Liaison de transport transcontinentale entre l'Eurasie et l'Amérique traversant le détroit de Béring », organisée par le Conseil pour l'étude des forces productrices de l'Académie russe des Sciences. Ce texte est également paru dans un numéro de Forum International consacré à cette conférence.*

12 juillet 2007--L'idée de créer un réseau ferroviaire transsibérien, étendu à l'Amérique du Nord via le détroit de Béring, remonte implicitement à la visite de Dmitri Ivanovitch Mendeleïev à Philadelphie en 1876, à l'occasion de l'Exposition pour le centenaire des Etats-Unis. Suite à la défaite du plan de lord Palmerston visant à démanteler les Etats-Unis, défaite due au leadership du président Abraham Lincoln, l'influence de ce que l'on appelle le « [Système américain d'économie politique](#) » a gagné la Russie, inspirant aussi les réformes de Bismarck en Allemagne et l'industrialisation du Japon, entre autres. Cette évolution « géopolitique » du monde, dans la période 1865-1876, a constitué l'enjeu central de toutes les grandes guerres menées dans le monde depuis l'orchestration britannique de la première guerre du Japon contre la Chine, en 1894-95, jusqu'à la mort du président américain Franklin Roosevelt en 1945.

Au gré des flux et reflux de l'histoire économique et géopolitique mondiale jusqu'à ce jour, la réalisation de l'intention de Mendeleïev pour développer la Russie est restée un élément décisif dans la continuité de l'histoire du monde depuis la période 1865-1876 jusqu'à maintenant. Ce dessein ravivé aujourd'hui est d'une importance cruciale pour le monde.

La même impulsion vers de nouvelles guerres mondiales persiste aujourd'hui sous d'autres formes. En ce moment, le monde est aux prises avec ce qui risque de devenir, bientôt, le plus grand effondrement monétaire et financier de tous temps. L'extension de la guerre et d'autres conflits à partir de l'Asie du Sud-Ouest reflète la même dynamique géopolitique ayant motivé toutes les grandes guerres depuis la conclusion du traité de Paris, en 1763, et plus encore, depuis la mise en cause du système monétaire libéral anglo-hollandais que représenta la montée en puissance des Etats-Unis au cours de la période 1865-1876.



*Dmitri Mendeleïev (1834-1907)*

L'effondrement imminent d'un système monétaire-financier mondial surgonflé, en pleine désintégration, nécessite que les grandes nations responsables prennent ensemble des mesures d'urgence. Pour cela, les Etats-Unis doivent opérer de toute urgence un changement brutal de cap politique, afin de renouer avec les traditions du président Franklin Roosevelt. Ce changement de politique doit se faire en coopération avec un concert de grandes puissances mondiales - Etats-Unis, Russie, Chine et Inde - qui doivent devenir le point de ralliement d'un nouveau partenariat entre économies d'Etats-nations parfaitement souverains.

Dans le cadre de cette coopération, il faudra développer un vaste réseau de successeurs modernes aux vieilles formes de transport ferroviaire à travers toute l'Eurasie continentale et, via le détroit de Béring, jusqu'en Amérique. On devra faire en sorte que des régions actuellement désertes ou inhospitalières intègrent le nécessaire développement futur de la planète dans son ensemble.

Un tel projet a été formulé, en 1990-1992, sous la direction de ma femme, Helga Zepp-LaRouche, qui reste la principale dirigeante politique et culturelle de mon mouvement en Europe et ailleurs. Voilà la perspective que nous devons faire revivre pour qu'elle devienne réalité.

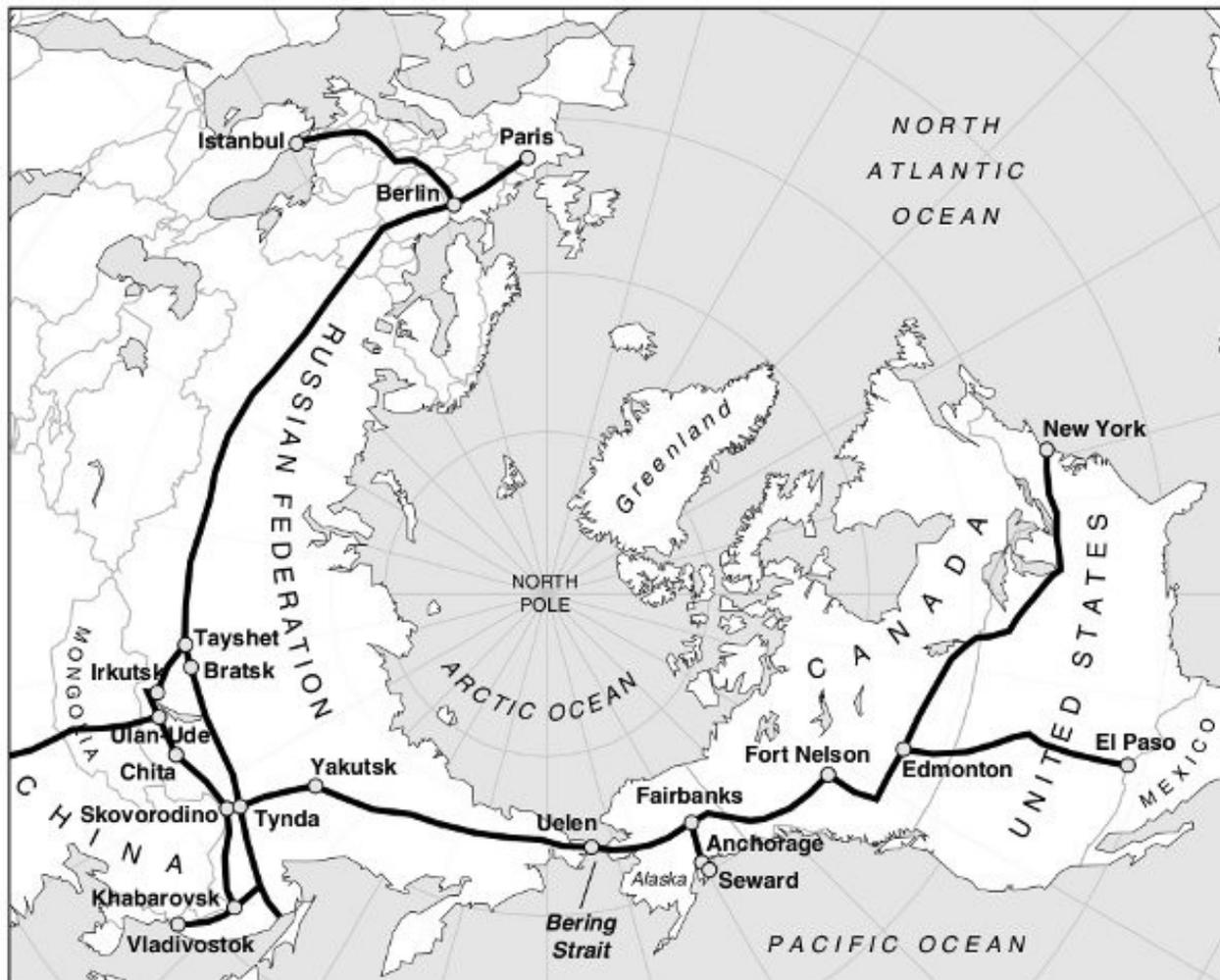
Sur le plan technologique, le principal élan du développement scientifique réside dans la succession des travaux de personnalités exemplaires comme Mendeleïev et l'académicien Vladimir Vernadski, et dans les travaux d'un scientifique méritoire, mais peu connu dans le même domaine, le pionnier américain William Draper Harkins.

Ceci nécessite de conclure des accords diplomatiques à long terme entre nations, en vue de créer un nouveau système monétaire à taux d'intérêt relativement fixes et à taux directeurs très faibles, sur des périodes allant d'un quart de siècle à un demi-siècle. Cette période couvre la moitié de la durée de vie économique et financière des principaux investissements à long terme dans le développement de l'infrastructure économique de base dont auront besoin les générations actuelles et futures des habitants de ces régions.

Nous sommes arrivés à une époque, mesurée à l'horloge de la fission nucléaire et du développement de la fusion thermonucléaire, où la longue domination historique des puissances maritimes ouvertement ou implicitement impériales sur les vastes étendues terrestres de la planète n'est plus une option pratique acceptable. C'est au contraire un mode de développement de l'infrastructure économique de base et du niveau de vie, basé sur le progrès scientifique et intensif en

capital, qui doit désormais dominer le développement des relations entre nations souveraines de la planète. A cette fin, les forces à l'oeuvre pour développer la productivité du travail grâce à la science et à la technologie doivent s'élancer à la conquête des toundras et déserts de notre planète. Le développement doit désormais procéder depuis l'Arctique en direction du Sud, vers l'Antarctique.

Franchir le détroit de Béring devient, ainsi, le berceau de la naissance d'une nouvelle économie mondiale.



## **APPENDICE**

Appel à un Glass-Steagall global

# Appel à un Glass-Steagall global

**Notre projet vise à créer les conditions d'une relance de l'économie physique au service de l'Homme. Nous sommes convaincus que cette démarche est la seule de nature à créer les ressources nécessaires aux générations futures et à stopper une logique de guerre.**

1. Dans **tous les États de la zone transatlantique**, des lois doivent être votées afin d'instaurer un système de séparation des banques, à l'image de la loi Glass-Steagall de Franklin Roosevelt, adoptée le 16 juin 1933 et dont les principes existaient aussi dans les États européens jusqu'au début des années 1980, sous forme de réglementations strictes, en vertu desquelles le secteur bancaire avait un caractère industriel dominant rendant pratiquement impossible d'accéder à l'épargne privée pour mener des opérations spéculatives à risque.

Comme ce fut le cas aux États-Unis avant l'abrogation de la loi Glass-Steagall par la loi Gramm-Leach-Bliley, en 1999, il faut totalement séparer les banques commerciales (aux fonctions de dépôt et de crédit), des banques d'investissement et du secteur de l'assurance.

2. **Les banques commerciales doivent être protégées par l'État** tandis que les banques d'investissement doivent se charger elles-mêmes de mettre de l'ordre dans leurs bilans sans que les contribuables soient mis à contribution, ce qui veut dire, en pratique, que **des milliers de milliards de créances et de titres toxiques devront être annulés**, même si cela provoque l'insolvabilité des banques.

3. Dans la logique du nouveau principe de crédit, **un système de banque nationale, inspiré par le précédent d'Alexandre Hamilton, doit organiser l'émission de crédits à long terme et à faible taux d'intérêt** en faveur d'investissements destinés à augmenter la productivité de l'économie, en privilégiant un accroissement du flux de densité d'énergie et le progrès scientifique et technique.

4. Pour reconstruire l'économie réelle, **des accords de coopération à long terme entre États souverains doivent être conclus, ayant pour objectif la réalisation de projets d'infrastructure et de développement** définis dans le cadre d'un programme méditerranéen et Nord-américain pour un nouveau miracle économique, conçu comme l'extension nécessaire d'un pont terrestre mondial. Ces accords se traduiront de fait par un nouveau système de crédit et un nouveau Bretton-Woods, dans la tradition de Franklin Roosevelt.

Introduire une loi sur la séparation des banques et l'instauration d'un système de crédit ne vise en aucun cas à une simple amélioration technique du système bancaire, mais plutôt à organiser la manière dont l'économie pourra assurer l'existence de l'humanité sur plusieurs générations à venir, afin que la richesse créée et constamment accrue puisse être transmise à ces générations. L'homme doit redevenir ainsi le centre et le but de l'économie.

Nous, soussignés, appelons de toute urgence les gouvernements et les parlements à remplir leur devoir constitutionnel et à adopter immédiatement le système de séparation des banques, afin de protéger le bien-être des peuples dont ils sont les représentants.

*Je soutiens cet Appel pour un Glass-Steagall Global*

Prénom \_\_\_\_\_

Nom \_\_\_\_\_

Profession \_\_\_\_\_

Organisation \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_

Province \_\_\_\_\_

Téléphone \_\_\_\_\_

Courriel \_\_\_\_\_

*En signant, je m'engage à ce que mon nom puisse être rendu public.*

[Vous pouvez signer l'Appel en ligne](http://www.comiterepubliquecanada.ca/article1852.html)

<http://www.comiterepubliquecanada.ca/article1852.html>





## The Committee Bulletins / Les Bulletins du Comité

<http://www.comiterepubliquecanada.ca/spip.php?page=rubrique9>

### **Autres Bulletins du Comité**

30 mars 2014

**Concrètement, qu'était-ce que le génie? :**

**Nicolas de Cuse, Kepler et Shakespeare\_**

[Vol4 no.4](#)

9 March 2014

**Glass-Steagall or World War III**

[Vol 4 no.3](#)

28 février 2014

**Glass-Steagall ou une troisième guerre mondiale ?**

[Vol 4 no.2](#)

13 janvier 2014

**L'Oligarchie et le fascisme vert**

[Vol 4 no.1](#)

30 November 2013

**Worse than "Weimar" !**

**The Time for a Global Glass-Steagall is Now !**

[Vol 3 no.11](#)

17 November 2013

**THE ARCTIC - A Northern Vision for the 21st Century**

[Vol 3 no.10](#)

12 octobre 2013

**Parlons futur avec la fusion nucléaire**

[Vol 3 no.9](#)

22 juillet 2013

**Reconstruire l'économie physique avec le crédit productif public Hamiltonien**

[Vol 3 no.8](#)

21 juin 2013

**« Made in Britain »**

**le mouvement « Mourir dans la dignité » et l'euthanasie budgétaire**

[Vol 3 no.7](#)

10 mai 2013

**Perfide Empire**

[Vol 3 no.6](#)

27 April 2013

**A National Economic Recovery Program\_**

[Vol 3 no.5](#)

27 avril 2013

**Pour une Relance de l'Économie Physique**

[Vol 3 no.4](#)

Vol 4 no.5

Mai 2014

**[www.comiterepubliquecanada.ca](http://www.comiterepubliquecanada.ca)**

[ecrivez@comiterepubliquecanada.ca](mailto:ecrivez@comiterepubliquecanada.ca)

tél. (514)-461-1557 ou (514) 461-7209

Skype : cdi.crc

Mai 2014

**[www.committeerepubliccanada.ca](http://www.committeerepubliccanada.ca)**

[writeto@committeerepubliquecanada.ca](mailto:writeto@committeerepubliquecanada.ca)

Vol 4 no.5